

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif . . .	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif . . .	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . .	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petites que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1943

18 août	Ordonnance instituant une commission d'épuration auprès du Comité français de la Libération nationale. (Arrêté de promulgation n° 570 Cab. du 29 octobre 1943)	606
4 septembre	Ordonnance relative aux fonctionnaires et agents civils des cadres métropolitains. (Arrêté de promulgation n° 582 Cab. du 6 novembre 1943)	608
10 septembre	Ordonnance autorisant des dérogations à l'ordonnance du 29 décembre 1942 interdisant toute transaction sur les véhicules automobiles de marque et type déterminés. (Arrêté de promulgation n° 570 Cab. du 29 octobre 1943)	607
10 septembre	Ordonnance sur l'exercice du droit de grâce. (Arrêté de promulgation n° 570 Cab. du 29 octobre 1943)	608
10 septembre	Ordonnance relative à la réglementation du ravitaillement en A. O. F. et au Togo. (Arrêté de promulgation n° 582 Cab. du 6 novembre 1943)	609
10 septembre	Décret relatif à l'indemnité de départ colonial. (Arrêté de promulgation n° 582 Cab. du 6 novembre 1943)	609
10 septembre	Décret portant nomination des membres de la commission d'épuration	611
10 septembre	Ordonnance portant annulation de l'ordonnance du 18 décembre 1942, instituant une commission des grâces	611
15 septembre	Décret portant réorganisation du personnel de l'agriculture des colonies. (Arrêté de promulgation n° 582 Cab. du 6 novembre 1943)	610
15 septembre	Décret portant réglementation de la solde et des allocations accessoires de solde des inspecteurs des colonies. (Arrêté de promulgation n° 582 Cab. du 6 novembre 1943)	610

17 septembre	Ordonnance instituant un comité temporaire du contentieux. (Arrêté de promulgation n° 582 Cab. du 6 novembre 1943)	610
2 octobre	Ordonnance portant approbation du compte définitif du budget local du Togo français. (Arrêté de promulgation n° 583 Cab. du 6 novembre 1943)	611

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1943

6 mars	N° 999 TP. — Arrêté général portant organisation et fonctionnement de la direction des transports de l'A. O. F. et du Togo.	612
12 septembre	N° 3282 F. — Arrêté général portant agrément de sociétés d'assurances.	615
18 septembre	N° 3351 SE. — Arrêté général organisant la lutte antiacridienne en A. O. F.	616
7 octobre	N° 3568 F. — Arrêté général accordant des subventions aux établissements de l'enseignement privé de l'A. O. F. et du Togo.	620
8 octobre	N° 3579 TP. — Arrêté général portant majoration des tarifs du fascicule I commun à tous les chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo	621
8 octobre	N° 3584 TP. — Arrêté général portant modification des tarifs du fascicule II du réseau du Togo.	622
8 octobre	N° 3586 ter TP. — Arrêté général fixant les nouvelles taxes d'exploitation du wharf de Lomé	622
15 octobre	N° 3669 AP. — Arrêté général nommant un membre notable suppléant ressortissant togolais du conseil d'administration du Togo.	623
23 octobre	Instructions relatives à l'organisation et au fonctionnement des sections antiacridiennes	617
Rectificatif à l'arrêté général n° 3450 DT. du 26 septembre 1943	fixant les surtaxes-avion applicables en A. O. F. et au Togo aux correspondances transportées par voie aérienne.	623

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1943

25 septembre	— N° 511 D. — Arrêté modifiant et complétant l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 créant une taxe unique de consommation au Togo.	623
9 octobre	— N° 544 APA. — Arrêté complétant l'effectif de la chambre de commerce du territoire du Togo.	624
25 octobre	— N° 566 F. — Arrêté fixant le taux de rétribution des heures supplémentaires pour les agents locaux du service de l'enseignement.	624
29 octobre	— N° 569 SE. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages de Boadé (canton Timbou) dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.	624
4 novembre	— N° 577 F. — Arrêté fixant à nouveau le taux de la redevance journalière pour utilisation des campements aménagés.	624
4 novembre	— N° 578 AE. — Arrêté réglant les modalités de suppression de la taxe de péréquation sur l'essence.	624
4 novembre	— N° 581 CFT. — Arrêté portant annulation de crédits restés sans emploi à la clôture de l'exercice 1942, au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	625
6 novembre	— N° 584 APA. — Arrêté modifiant la composition de la commission d'évaluation des réquisitions civiles.	625
6 novembre	— N° 585 F. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 70 F. du 31 janvier 1943 réglementant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo.	625
7 novembre	— N° 586 AE. — Arrêté portant approbation des comptes de gestion des sociétés indigènes de prévoyance.	625
8 novembre	— N° 588 AE. — Arrêté prescrivant l'arrêt des achats de coprah.	625
9 novembre	— N° 589 SE. — Arrêté réglementant l'importation des animaux en provenance du Niger et du Soudan français et réglementant la circulation du bétail à l'intérieur du territoire.	625
Personnel		625
Divers		626

## PARTIE NON OFFICIELLE

## Avis et communications

Avis d'examen (Services financiers)	629
Avis de concours	629
Contrôleur principal des contributions directes	630
Aides-météorologistes	630
Avis relatif à la clôture de l'exercice 1943 du budget colonial en A. O. F.	630
Domaines	630
Nécrologie	630

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

## Promulgations

N° 570 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

29 octobre 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1<sup>re</sup> — l'ordonnance du 18 août 1943 instituant une commission d'épuration auprès du Comité français de

la Libération nationale;

2<sup>o</sup> — l'ordonnance du 10 septembre 1943 autorisant des dérogations à l'ordonnance du 29 décembre 1942 interdisant toute transaction sur les véhicules automobiles de marque et type déterminés;

3<sup>o</sup> — l'ordonnance du 10 septembre 1943 sur l'exercice du droit de grâce.

*ORDONNANCE du 18 août 1943 instituant une commission d'épuration auprès du Comité français de la Libération nationale.*

## LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique et du commissaire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

## ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du Comité français de la Libération nationale une commission dite « Commission d'épuration » dont l'organisation, le rôle et les prérogatives sont déterminés par la présente ordonnance.

ART. 2. — La commission comprend un président et quatre membres nommés par décret rendu sur la proposition du commissaire chargé de la justice et du commissaire à l'intérieur.

La commission est saisie par les commissaires intéressés ou par les plaintes motivées qui sont portées à sa connaissance : ces plaintes engagent la responsabilité personnelle de leur auteur dans les termes du droit commun.

Elle fixe elle-même sa procédure et statue valablement en la présence de trois de ses membres dont le président.

Les séances de la commission sont privées.

La commission entend les personnes qui lui sont déférées et tous témoins dont l'audition paraît utile à la manifestation de la vérité; la commission peut se faire communiquer par les administrations publiques comme par les organismes visés à l'article 4 ci-dessous, tous documents utiles.

Toute personne dont la commission aura jugé l'interrogatoire ou l'audition utile sera tenue de déférer à la citation qui lui sera délivrée par un huissier ou par un agent de la force publique, à la requête du président de la commission.

En cas de non comparution, le défaillant qui ne justifiera pas d'une excuse légitime sera puni d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, prononcée sans recours par la commission.

Il pourra, en outre, sur réquisition de la commission être l'objet d'un mandat d'amener délivré par le Procureur de la République.

Le refus de prestation de serment de la part des témoins sera puni de la peine prévue au 7<sup>e</sup> alinéa du présent article.

Les administrations publiques ou les organismes privés invités à communiquer leurs pièces par la commission seront tenus d'y déférer sans délai.

ART. 3. — La commission d'épuration a pour mission de provoquer les sanctions adéquates contre tous les élus, fonctionnaires et agents publics qui, depuis le 16 juin 1940, ont par leurs actes, leurs écrits ou leur attitude personnelle, soit favorisé les entreprises de l'ennemi, soit nuï à l'action des Nations Unies et des Français résistants, soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles ou aux libertés publiques fondamentales, soit tiré sciemment ou tenté de tirer un bénéfice

matériel direct de l'application de règlements de l'autorité de fait contraires aux lois en vigueur au 16 juin 1940. Elle doit distinguer entre les hommes qui se sont bornés à exécuter des ordres sans avoir l'autorité nécessaire pour les discuter et ceux qui, allant au delà de leurs strictes obligations professionnelles, se sont sciemment associés à une politique antinationale.

ART. 4. — Sont regardés comme élus, fonctionnaires ou agents publics au sens de l'article précédent :

1<sup>re</sup> — les membres du Sénat et de la chambre des Députés, des Conseils généraux, des conseils municipaux et, d'une manière générale, de tous les organismes élus en vertu d'un texte législatif, en fonctions au 5 septembre 1939;

2<sup>o</sup> — les magistrats de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif;

3<sup>o</sup> — les fonctionnaires, agents, employés et ouvriers, quelle que soit leur dénomination, des administrations de l'Etat et des autres collectivités publiques;

4<sup>o</sup> — les fonctionnaires, agents, employés et ouvriers, quelle que soit leur dénomination, de tous organismes créés en vertu d'un acte des pouvoirs publics de droit ou de fait, et qui tirent tout ou partie de leurs ressources soit de taxes obligatoirement perçues, soit de subventions ou attributions de fonds sur deniers publics;

5<sup>o</sup> — les fonctionnaires, agents, employés et ouvriers, quelle que soit leur dénomination, de toutes les entreprises bénéficiant d'une concession ou d'un privilège de l'Etat ou d'une collectivité publique;

6<sup>o</sup> — les membres des conseils des ordres des avocats et des médecins;

7<sup>o</sup> — les personnes ayant participé au fonctionnement de la censure, des agences de presse et du cinéma, de la radiodiffusion, des journaux et des périodiques, à quelque titre que ce soit;

8<sup>o</sup> — les militaires de tous grades des trois armes ainsi que les dirigeants des chantiers de jeunesse et organismes analogues.

ART. 5. — Les travaux de la commission d'épuration feront l'objet d'un ou de plusieurs rapports au Comité français de la Libération nationale.

Les travaux de la commission dans les territoires actuellement libérés devront être achevés au plus tard dans un délai de trois mois à compter de sa première séance.

Ils aboutiront soit au classement sans suite, soit à la proposition de sanctions disciplinaires, et, le cas échéant, à la proposition d'ouverture d'informations judiciaires.

Les sanctions ou éventuellement l'ouverture d'informations judiciaires devront avoir lieu dans le mois qui suivra la remise au Comité du rapport qui les propose.

ART. 6. — Nonobstant toutes dispositions législatives, réglementaires, statutaires ou contractuelles, contraires, les sanctions disciplinaires suivantes sont susceptibles d'être prises contre les élus, fonctionnaires et agents publics visés à l'article 3.

a) Déplacement d'office;

b) Rétrogradation de classe ou de grade;

c) Révocation ou déchéance de mandat avec ou sans pension ou indemnité.

Les sanctions visées aux paragraphes a) et b) font l'objet d'arrêtés motivés des commissaires intéressés.

Les sanctions visées au paragraphe c) font l'objet de décrets rendus sur la proposition des commissaires intéressés.

Les décisions prises ne peuvent être attaquées que

par la voie de recours pour excès de pouvoir porté devant le conseil d'Etat ou l'organisme provisoire y substitué.

ART. 7. — Les juridictions compétentes pour connaître des poursuites intentées en application des conclusions des rapports de la commission d'épuration sont les juridictions de droit commun.

ART. 8. — Nonobstant toutes dispositions législatives contraires, le tribunal peut prononcer à titre principal la perte des droits civiques à vie ou à temps.

Le montant des amendes prévues par les textes en vigueur au 16 juin 1940 est majoré de cent décimes.

ART. 9. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 18 août 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :  
*Le commissaire à la justice, à l'éducation nationale  
et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire à l'intérieur,*

A. PHILIP.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*

MASSIGLI.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire à la coordination  
des affaires musulmanes,*

CATROUX.

*Le commissaire à l'information,*

H. BONNET.

*Le commissaire au travail  
et à la prévoyance sociale,*

A. TIXIER.

*Le commissaire aux finances,  
commissaire aux communications  
et à la marine marchande p. i.,*

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à la production et au commerce,*

André DIETHELM.

*Le commissaire à l'armement,  
à l'approvisionnement  
et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

ORDONNANCE du 10 septembre 1943 autorisant des dérogations à l'ordonnance du 29 décembre 1942 interdisant les transactions sur les véhicules automobiles de marque et de type déterminés.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 29 décembre 1942 du général d'armée, Haut-Commissaire de France résidant en Afrique française, interdisant les transactions sur les véhicules automobiles de marque et de type déterminés;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires de l'Afrique occidentale française et de la Guyane française, des dérogations aux dispositions de l'ordonnance du 29

décembre 1942 peuvent être accordées par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française et par le gouverneur de la Guyane française, après avis du chef du service des travaux publics et du commandant militaire.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 10 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

ORDONNANCE du 10 septembre 1943 sur l'exercice du droit de grâce.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu le décret du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'article 3, alinéa 2 de la loi du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les généraux de Gaulle et Giraud, présidents du Comité français de la Libération nationale, exercent le droit de grâce au nom du Comité français de la Libération nationale.

ART. 2. — L'exercice du droit de grâce prend la forme d'un décret dans le cas de commutation de peine, et la forme d'une décision dans le cas de rejet.

ART. 3. — Tout décret de grâce ou décision de rejet devra être revêtu du contreseing du commissaire à la justice.

ART. 4. — En cas de désaccord entre les deux présidents ou sur la demande du commissaire à la justice, le droit de grâce est exercé par le Comité français de la Libération nationale.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 10 septembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,*

François de MENTHON.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*

MASSIGLI.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

N° 582 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 novembre 1943. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>re</sup> — l'ordonnance du 4 septembre 1943 relative aux fonctionnaires et agents civils des cadres métropolitains;

2<sup>e</sup> — l'ordonnance du 10 septembre 1943 relative à la réglementation du ravitaillement en A. O. F. et au Togo;

3<sup>e</sup> — le décret du 10 septembre 1943 relatif à l'indemnité de départ colonial;

4<sup>o</sup> — le décret du 15 septembre 1943 portant réorganisation du personnel de l'agriculture des colonies;

5<sup>o</sup> — le décret du 15 septembre 1943 portant réglementation de la solde et des allocations accessoires de solde des inspecteurs des colonies;

6<sup>o</sup> — l'ordonnance du 17 septembre 1943 instituant un Comité temporaire du contentieux.

ORDONNANCE du 4 septembre 1943 relative aux fonctionnaires et agents civils des cadres métropolitains.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 3 juin 1943 modifié par le décret du 4 août 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents civils appartenant à des cadres métropolitains qui résident ou qui viendraient à résider dans les territoires relevant du Comité français de la Libération nationale restent, en ce qui concerne leur carrière métropolitaine et sauf cas de force majeure, assujettis aux règles statutaires les concernant sous réserve des dispositions ci-après.

ART. 2. — Sauf en ce qui concerne les nominations ou mutations des hauts fonctionnaires visés à l'article 4 du décret du 3 juin 1943 et qui sont de la compétence du Comité français de la Libération nationale, chaque commissaire administre le personnel du ou des anciens ministères qui existaient le 16 juin 1940 et dont il a recueilli les attributions.

ART. 3. — Toutefois, pour les personnels mis à la disposition des territoires de l'Afrique du Nord et du Levant, les commissaires intéressés ont la faculté de déléguer par décret aux chefs de ces territoires une partie des pouvoirs d'administration visés à l'article 2 paragraphe 1<sup>er</sup>.

ART. 4. — Le recrutement de l'ensemble des personnels métropolitains reste de la compétence exclusive des commissaires intéressés sauf exercice de la faculté de délégation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ART. 5. — Les nominations, les promotions de grade et les avancements de classe dans le cas où ces derniers ne sont pas automatiques, seront soumis à une date et dans des conditions qui seront ultérieurement déterminées à des commissions d'homologation et de révision. Ces commissions réviseront en même temps l'ensemble des nominations, promotions de grade et avancements de classe des fonctionnaires demeurés dans la Métropole.

ART. 6. — Toutes les dispositions contraires au texte de la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 7. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 4 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la coordination des affaires musulmanes,*

CATROUX.

*Le commissaire à la justice,*  
François de MENTHON.

*Le commissaire à l'éducation nationale,  
et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*  
MASSIOLI.

*Le commissaire à l'intérieur,*

A. PHILIP.

*Le commissaire aux finances,*

COUVE, DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement,  
à l'approvisionnement,  
et à la reconstruction,*

Jean MONNET.

*Le commissaire à la production et au commerce,*

André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications  
et à la marine marchande,*

René MAYER.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail,  
et à la prévoyance sociale,*

A. TIXIER.

*Le commissaire à l'information,*

H. BONNET.

**ORDONNANCE** du 10 septembre 1943 relative à la réglementation du ravitaillement en A. O. F. et au Togo.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation en matière de prix et stocks de tous produits, objets et denrées dans les territoires coloniaux, ensemble l'arrêté modificatif du gouverneur général de l'A. O. F. en date du 31 décembre 1942, approuvé par décision du 24 février 1943 du commandant en Chef français, civil et militaire, et l'arrêté général du 3 mai 1943;

**ORDONNE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Est expressément validée, en ce qui concerne l'A. O. F. et le Togo, sauf en son article 16, la loi du 14 mars 1942 susvisée, modifiée par arrêté général du gouverneur général de l'A. O. F. du 31 décembre 1942, approuvé par décision du 24 février 1943 du Général commandant en chef français, civil, et militaire et par arrêté du 3 mai 1943.

**ART. 2.** — L'article 16 de la loi du 14 mars 1942 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« a) Sera passible d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende de cinq mille à un million deux cent mille francs.

1<sup>o</sup> — quiconque indûment délivrera, se fera délivrer ou fera délivrer à autrui une carte individuelle d'alimentation, des coupons ou tickets de consommation, un bon représentatif, un bon ou ticket d'approvisionnement, un bon de réapprovisionnement et, d'une manière générale, tout titre permettant la perception d'une denrée rationnée;

2<sup>o</sup> — quiconque utilisera indûment l'un de ces titres appartenant à autrui;

3<sup>o</sup> — quiconque frauduleusement délivrera, se fera délivrer ou fera délivrer à autrui un bon représentatif ou un bon de réapprovisionnement portant un chiffre supérieur aux quantités auxquelles il devrait correspondre.

b) Sera passible d'un emprisonnement de 2 mois à 5 ans et d'une amende de dix mille à un million deux cent mille francs :

1<sup>o</sup> — quiconque imprimera irrégulièrement, contrefera ou falsifiera une carte individuelle d'alimentation, des coupons ou tickets de consommation, un bon représentatif, un bon ou ticket d'approvisionnement et, d'une manière générale, tout titre permettant la perception d'une denrée rationnée;

2<sup>o</sup> — quiconque soustraira ou retiendra indûment alors même qu'il n'en ferait pas usage, une carte individuelle d'alimentation, des coupons ou tickets de consommation, un bon représentatif, un bon ou ticket d'approvisionnement et, d'une manière générale, tout titre permettant la perception d'une denrée rationnée;

3<sup>o</sup> — quiconque mettra en circulation ou utilisera un titre contrefait, falsifié, non valable, soustrait ou retenu indûment;

4<sup>o</sup> — quiconque trafiquera d'un titre contrefait, falsifié, non valable, soustrait ou retenu indûment.

c) La tentative des infractions énumérées aux paragraphes a) et b) ci-dessus sera punie des mêmes peines que l'infraction elle-même.

d) Sous réserve des dispositions des articles 17 et suivants, les infractions aux arrêtés prévus aux articles 1 et 2 et au titre II de la présente loi, sont punies, d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans et d'une amende de deux cents à un million deux cent mille francs. »

**ART. 3.** — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 10 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

**DECRET** du 10 septembre 1943 relatif à l'indemnité de départ colonial.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du 4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble les textes modificatifs;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les fonctionnaires coloniaux mobilisés et remis à la disposition d'une administration coloniale après une campagne de guerre, percevront, à la charge du budget de la colonie ou du territoire de leur nouvelle affectation, l'indemnité de départ colonial prévue par le décret du 2 mars 1910 pour les fonctionnaires rejoignant pour la première fois leur colonie d'affectation.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 10 septembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*DECRET du 15 septembre 1943 portant réorganisation du personnel de l'agriculture des colonies.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> août 1921, et les actes modificatifs subséquents, portant organisation du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant une période de temps, dont le terme est celui de l'année qui suivra la cessation des hostilités, les ingénieurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies peuvent être recrutés, pour le cinquième des vacances prévu à l'article 7 du décret du 8 juin 1937, parmi les élèves réguliers de la section agronomique de l'Institut national de la France d'outre-mer, qui se sont trouvés dans l'impossibilité matérielle de poursuivre et de terminer leur stage audit institut : la qualité d'élève régulier de la section supplée, pour les candidats de cette catégorie et, à titre exceptionnel, aux titres exigés par l'article 7 du décret du 8 juin 1937.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 15 septembre 1943.

DE GAULLE. GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*DECRET du 15 septembre 1943 portant réglementation de la solde et des allocations accessoires de solde des inspecteurs des colonies.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux finances et du Commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par le décret du 4 septembre 1943, portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu la loi du 25 février 1901, article 54, paragraphe 8, attribuant aux fonctionnaires du corps de l'inspection des colonies le statut militaire de la loi du 19 mai 1834;

Vu la loi du 31 mars 1903, article 80, paragraphe 8, qui assimile expressément, en ce qui touche à leur statut personnel, les inspecteurs des colonies aux contrôleurs de l'armée;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre temporaire et jusqu'à nouvel ordre, les fonctionnaires de l'inspection des colonies reçoivent la même solde et les mêmes accessoires de solde ou allocations temporaires ou spéciales que les fonctionnaires du corps du contrôle de l'admini-

nistration de l'armée auxquels ils sont assimilés par application des textes antérieurs. Ces dispositions prendront effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.

ART. 2. — Les inspecteurs des colonies continuent à recevoir, lorsqu'ils sont en mission aux colonies, les indemnités et prestations qui leur sont allouées par la réglementation en vigueur du jour de leur arrivée inclus au jour de leur départ exclu de la colonie. Pendant la même période, ils perdent le bénéfice des majorations coloniales applicables à la solde et au supplément de solde, des indemnités pour frais de service et des indemnités de fonction, ainsi que l'indemnité de vivres.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies et le commissaire aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 15 septembre 1943.

GIRAUD. DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Le commissaire aux finances,*

COUVE DE MURVILLE.

*ORDONNANCE du 17 septembre 1943 instituant un Comité temporaire du Contentieux.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du Comité national français du 13 mars 1942 instituant un Comité de contentieux;

Vu le décret n° 547 du Comité national français, relatif à la procédure devant le Comité de contentieux;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les attributions du conseil d'Etat statuant au Contentieux sont provisoirement dévolues à un Comité temporaire du Contentieux.

ART. 2. — Le président et les membres du Comité temporaire du Contentieux sont nommés par décret rendu sur la proposition du commissaire à la justice.

ART. 3. — Les arrêts rendus par le Comité du Contentieux sont exécutoires immédiatement. Après la cessation des hostilités et dans les délais et conditions fixés par un texte ultérieur, les parties auront la faculté de former devant le conseil d'Etat contre les arrêts du Comité du Contentieux un recours en cassation pour violation de la loi.

ART. 4. — Les recours pendants devant le Comité de Contentieux du Comité national français seront transférés sans frais et de plein droit au Comité temporaire du Contentieux.

ART. 5. — L'ordonnance du Comité national français du 13 mars 1942 est abrogée.

ART. 6. — Les règles d'adaptation de la procédure du conseil d'Etat et de la procédure suivie devant le Comité de Contentieux du Comité national français, à celle qui sera en vigueur devant le Comité temporaire du Contentieux, feront l'objet de règlements d'administration publique.

Le décret n° 547 du Comité national français du 2 novembre 1942 en vigueur dans certains des terri-



toires actuellement soumis à l'autorité du Comité français de la Libération nationale demeurera applicable jusqu'à la mise en vigueur des règles de procédure établies en vertu de l'alinéa 1 du présent article.

ART. 7. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 17 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,*

François de MENTHON.

*Le commissaire à la coordination  
des affaires musulmanes,*

CATROUX.

*Le commissaire à l'éducation nationale  
et à la santé publique,*

J. ABADIE.

*Le commissaire aux affaires étrangères,*  
MASSIGLI.

*Le commissaire à l'intérieur,*

A. PHILIP.

*Le commissaire aux finances,*  
COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire à l'armement,  
à l'approvisionnement et à la reconstruction,*  
Jean MONNET.

*Le commissaire à la production  
et au commerce,*  
André DIETHELM.

*Le commissaire aux communications  
et à la marine marchande,*  
René MAYER.

*Le commissaire aux colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le commissaire au travail  
et à la providence sociale,*  
A. TIXIER.

*Le commissaire à l'information*  
H. BONNET.

#### Commission d'épuration

DECRET du 10 septembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE  
Sur le rapport du commissaire à la justice et du commis-  
saire à l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du  
Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 18 août 1943, instituant une commis-  
sion d'épuration;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est nommé président de la  
commission d'épuration créée par l'ordonnance susvisée  
du 18 août 1943, M. William Marçais, professeur au  
collège de France.

ART. 2. — Sont nommés membres de la commission :  
M. le capitaine Jacques d'Alsace, représentant de  
la résistance française;

M. Albert Bosman, représentant de la résistance  
française;

M. Gabriel Esquer, bibliothécaire en chef de la  
bibliothèque nationale d'Alger;

M. Pierre Ribière, représentant de la résistance  
française.

ART. 3. — Le commissaire à la justice et le com-  
missaire à l'intérieur sont chargés, chacun en ce  
qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui  
sera publié au *Journal officiel* de la République fran-  
çaise.

Alger, le 10 septembre 1943.

DE GAULLE.

GIRAUD.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,*

François de MENTHON.

*Le commissaire à l'intérieur,*  
A. PHILIP

#### Commission des grâces

ORDONNANCE du 10 septembre 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire à la justice;

Vu le décret du 3 juin 1943 portant institution du Comité  
français de la Libération nationale;

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 18 décembre  
1942, instituant une commission des grâces est et  
demeure nulle.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au  
*Journal officiel* de la République française et exécutée  
comme loi.

Alger, le 10 septembre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire à la justice,*

François de MENTHON.

#### Budget Local du Togo

##### Compte définitif — Exercice 1942

N° 583 Cab. — Par arrêté du commissaire de la  
République au Togo p. i. en date du :

6 novembre 1943. — Est promulguée dans le terri-  
toire du Togo, l'ordonnance du 2 octobre 1943 portant  
approbation du compte définitif du budget local du  
Togo français (exercice 1942).

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commis-  
saire aux finances;

Vu le décret du 3 juin 1943, modifié par le décret du  
4 août 1943, fixant l'organisation et le fonctionnement du  
Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943, modifié par le décret du  
4 septembre 1943, portant création de Commissariats du  
Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier  
des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des  
dépenses administratives du Togo, modifié par celui du  
20 juillet 1937;

Vu le décret du 23 mai 1942 portant approbation du  
budget local, exercice 1942;

Vu l'arrêté du commissaire de la République au Togo français, portant règlement du compte définitif du budget local de ce territoire, exercice 1942; arrêté en conseil d'administration, en recettes à 63.376.190,30, en dépenses à 52.376.466,20, soit un excédent des recettes sur les dépenses de 10.999.724,10 qui a été versé à la caisse de réserve;

### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le compte définitif des recettes et des dépenses du budget local du territoire du Togo français; pour l'exercice 1942.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 2 octobre 1943.

GIRAUD.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le commissaire aux finances,*

COUVE DE MURVILLE.

*Le commissaire aux colonies,*

R. PLEVEN.

(Voir arrêté local n° 455 F. du 23 août 1943 au J. O. Togo du 1<sup>er</sup> septembre 1943 — Page 491).

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

### Direction des transports de l'A. O. F. et du Togo

ARRETE N° 999 T. P. du 6 mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 8 septembre 1942 créant une direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo, ensemble l'arrêté général n° 4545 T. P. du 22 décembre 1942 fixant l'organisation et le fonctionnement de la dite direction générale;

Vu le décret du 9 mai 1936 portant organisation générale des services des travaux publics et des mines des colonies et statut du personnel et tous actes ultérieurs le modifiant;

Vu les décrets du 19 mai 1939 portant organisation et statut du personnel des chemins de fer coloniaux;

Vu l'arrêté général n° 4704 F. L. B. du 31 décembre 1942 portant groupement au budget des transports de l'A. O. F. des recettes et des dépenses des services de transport de l'A. O. F. et du Togo;

Vu l'arrêté général n° 4705 F. L. B. du 31 décembre 1942 relatif aux fonds spéciaux du budget des transports;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1936 relatif à l'organisation de l'aéronautique civile aux colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les arrêtés généraux des 6 mai 1927 et 27 novembre 1929 portant organisation et fixant les attributions et le fonctionnement des services permanents des travaux publics en A. O. F.;

Vu l'arrêté général du 24 février 1938 portant organisation du réseau de Dakar au Niger;

Vu le décret du 15 novembre 1916 fixant les attributions du secrétaire général du Gouvernement général;

Vu le décret du 4 décembre 1920 modifié par le décret du 30 mars 1925 réorganisant le conseil de Gouvernement de l'A. O. F. et la commission permanente de ce conseil;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent arrêté a pour objet de préciser l'organisation et le fonctionnement de la direction des transports dans le cadre de la direction générale des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo, créée par décret du 8 septembre 1942 et organisée par arrêté général n° 4545 T. P. du 22 décembre 1942.

### TITRE PREMIER.

#### CONSTITUTION DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS

ART. 2. — Le directeur des transports, sous l'autorité du directeur général des travaux publics, assure l'exécution des transports d'intérêt public de toute nature concernant les voies de communication de la fédération et, à cet effet, organise, dirige ou contrôle et, dans tous les cas, coordonne les exploitations qui s'y rapportent ainsi que les services annexes qui y sont rattachés.

Il est chargé par suite :

1<sup>o</sup> — de la coordination des transports de toute nature, terrestres, fluviaux, maritimes, aériens;

2<sup>o</sup> — de la mise au point des plans de transports, en accord avec la direction militaire des transports et avec la direction générale des services économiques pour les questions de leur compétence respective et de l'exécution des dits plans de transports en liaison avec le groupement professionnel des transports;

3<sup>o</sup> — de l'exploitation du réseau ferroviaire d'intérêt général;

4<sup>o</sup> — de l'exploitation commerciale des ports et wharfs en liaison étroite avec l'amiral commandant la marine chargé de leur exploitation maritime (loi du 7 avril 1942 et arrêté du 16 octobre 1942 sur l'organisation du commandement maritime du port de Dakar); toutefois pour les ports d'intérêt secondaire, le directeur général pourra décider d'en faire assurer provisoirement l'exploitation par les services relevant de la direction des travaux;

5<sup>o</sup> — de l'entretien et de l'exploitation des ouvrages de sécurité des accès dans les ports lorsque ces ouvrages ne peuvent sans gêne être dissociés de l'exploitation proprement dite des ports;

6<sup>o</sup> — de l'exploitation des services de navigation fluviale et de transports routiers d'intérêt fédéral fonctionnant en régie existant ou à créer;

7<sup>o</sup> — du contrôle de tous les services de transport d'intérêt fédéral affermés ou concédés;

8<sup>o</sup> — de l'exécution ou du contrôle des travaux neufs ou de grosses réparations concernant les installations ferroviaires et portuaires en exploitation lorsque ces travaux ne peuvent sans gêne être dissociés de l'exploitation;

9<sup>o</sup> — de l'étude, de la direction, de l'exécution ou du contrôle des exploitations commerciales ou industrielles et des travaux qui pourraient lui être spécialement confiés.

ART. 3. — Le directeur des transports est le commissaire adjoint du Gouvernement auprès du groupement professionnel des transports et de tous les organismes interprofessionnels où ce groupement est représenté. La décision n° 2029 T. P. du 8 juin 1942 est, sur ce point, annulée.

ART. 4. — Le directeur des transports assure la sécurité, l'entretien et le bon fonctionnement des installations aériennes, ferroviaires et portuaires et prend à cet effet, dans la limite de ses attributions, les initiatives nécessaires.



Dans le cadre des instructions qui lui sont données, il décide de sa propre initiative et sous sa propre responsabilité de toutes les questions qui ne sont pas expressément réservées à l'autorité supérieure.

ART. 5. — Le directeur des transports administre l'ensemble des services qui lui sont confiés en vertu soit de ses pouvoirs propres, soit de ceux qui lui sont délégués par le directeur général des travaux publics devant qui il est pleinement et directement responsable de l'exercice de son commandement. Toutefois, en matière financière, il est placé sous le contrôle direct du directeur général des finances.

Il correspond directement avec les directeurs généraux, directeurs et chefs de service du Gouvernement général, avec l'amiral délégué de l'amirauté en ce qui concerne les exploitations portuaires et avec les gouverneurs des colonies pour l'exécution des budgets.

Il est secondé par un directeur-adjoint.

ART. 6. — Il est créé un conseil des transports de six membres, chargé de donner son avis au gouverneur général et de préparer ses décisions. Il est composé :

- du secrétaire général du Gouvernement général, président;
- du directeur général des travaux publics, vice-président;
- du directeur général des finances, vice-président;
- du directeur général des services économiques;
- du directeur des transports;
- du directeur-adjoint des transports, rapporteur;
- un fonctionnaire désigné par le directeur général des travaux publics remplit les fonctions de secrétaire.

Les membres peuvent se faire représenter ou se faire assister.

La voix du président est prépondérante.

Le conseil des transports ne peut délibérer valablement que si trois membres sont présents ou représentés et si le président ou l'un des vice-présidents sont personnellement présents.

Le directeur du contrôle financier est avisé et peut assister aux séances, de même que le chef de la mission d'inspection.

Le conseil des transports se réunit sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement, d'un des vice-présidents.

Le président ou à défaut l'un des vice-présidents peuvent convoquer aux séances les fonctionnaires ou personnes qu'ils jugent utiles d'entendre.

En cas d'urgence l'avis du conseil des transports peut être remplacé par celui du directeur général des travaux publics et celui du directeur général des finances.

Les procès-verbaux des séances du conseil seront reportés sur un registre spécial et signés du président et du secrétaire.

ART. 7. — Le conseil des transports examine toutes les affaires réservées à la décision de l'autorité supérieure; son avis doit obligatoirement précéder cette décision.

Il peut évoquer à la demande du président ou de l'un des vice-présidents les actes de gestion propres du directeur des transports pour les examiner et formuler son avis.

Réciproquement le directeur des transports a faculté de prendre l'avis du conseil des transports sur les affaires qui sont de son ressort.

ART. 8. — Il est institué un Comité consultatif des transports composé comme suit :

- Le président du conseil des transports;
- Les vice-présidents;
- Les membres du conseil des transports;
- Les gouverneurs des différentes colonies ou leurs délégués;
- Le vice-amiral commandant la marine en A. O. F. ou son représentant;
- Les présidents des diverses chambres de commerce de la colonie;

Les présidents des groupements professionnels des transports, de la production industrielle et du commerce et du groupement de la production agricole et forestière;

Les représentants européens ou indigènes des divers usagers désignés par arrêté du gouverneur général.

Cette assemblée, qui se réunira à Dakar ou sera consultée à domicile, permettra aux usagers d'exposer leurs desiderata et de les discuter avec les membres du conseil des transports et les hauts-fonctionnaires du Gouvernement général.

Le Comité consultatif n'a pas d'attributions propres. Il donne des avis sur les questions que le gouverneur général ou le président du conseil des transports jugent bon de lui soumettre. Il peut aussi émettre des vœux dans les conditions qui seront précisées par un règlement intérieur approuvé par le gouverneur général sur présentation du directeur général des travaux publics.

## TITRE II.

### BUDGETS ET COMPTES QUI PERMETTENT

#### LE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS

##### *Attributions financières du directeur des transports*

ART. 9. — Les recettes et les dépenses de la direction des transports sont inscrites au budget des transports de l'A. O. F. annexe du budget général.

Le projet de budget annuel est établi par le directeur des transports en accord avec le directeur général des finances, examiné par le conseil des transports et présenté au gouverneur général dans les formes prescrites par la réglementation en vigueur par le directeur général des finances.

En sus de la comptabilité administrative réglementaire, la direction des transports effectuera ses recettes et dépenses d'exploitation et tiendra ses écritures dans les formes commerciales en usage dans les grands réseaux de chemins de fer métropolitains concédés.

ART. 10. — *Fonds de renouvellement.* — Le budget des transports comprend obligatoirement dans ses dépenses d'exploitation, pour chaque réseau ou exploitation, une annuité dont le montant — calculé en fonction de la valeur de remplacement du matériel et des installations et de la durée de leur renouvellement, compte tenu des variations de prix — sera fixé tous les ans par décision du gouverneur général.

Cette annuité figure parmi les dépenses ordinaires du budget et constitue une charge normale et obligatoire de l'exploitation.

Elle est destinée à alimenter le fonds de renouvellement et à faire face aux dépenses d'amortissement du matériel et des installations, aux travaux de grosses réparations constituant un véritable renouvellement de matériel.

ART. 11. — *Fonds de roulement.* — Le fonds de roulement du budget des transports, est géré par le directeur des transports, dans les conditions qui seront fixées par une instruction particulière.

Les engagements de dépenses sur fonds de roulement sont soumis aux mêmes règles que ceux du budget des transports en ce qui concerne leur examen par le contrôle financier.

ART. 12. — Les emprunts qui seraient gagés par le produit des exploitations gérées par la direction des transports seront, dans les conditions fixées par les textes réglementaires qui les autoriseront, exclusivement utilisés pour les dépenses énumérées ci-après :

1° — acquisition de matériel complémentaire, de mobilier, d'outillage;

2° — travaux complémentaires de premier établissement;

3° — éventuellement études et travaux de prolongement de voies ferrées ou d'extension de ports y compris les parachèvements;

4° — participation à des entreprises annexes de transports.

ART. 13. — Le directeur des transports est spécialement délégué par le gouverneur général comme ordonnateur du budget des transports et des comptes qui y sont rattachés.

Il peut être constitué ordonnateur secondaire du budget général pour les dépenses de travaux intéressant les exploitations de transport qu'il dirige.

ART. 14. — Le directeur des transports fait tous les actes conservatoires qu'exige la défense des intérêts dont il a la charge.

Il approuve les transactions s'élevant à moins de 200.000 francs.

Il approuve les procès-verbaux de perte et de condamnation portant sur une somme inférieure à 200.000 francs.

ART. 15. — Le directeur des transports peut déléguer sous sa responsabilité au directeur-adjoint ou à tout autre fonctionnaire sous ses ordres, tout ou partie de ses attributions et pouvoirs, après avis du conseil des transports et autorisation du directeur général des travaux publics en matière technique ou du directeur général des finances en matière financière.

### TITRE III

#### ORGANISATION DÉTAILLÉE ET FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS

ART. 16. — La direction des transports comprend :

- le directeur des transports;
- le directeur-adjoint;
- une sous-direction des exploitations ferroviaires placée sous les ordres du directeur-adjoint;
- une sous-direction des exploitations portuaires;
- un service des transports terrestres et fluviaux;
- un service de l'aviation civile;

des services administratifs (courrier, archives, personnel, finances, contentieux, approvisionnements, études spéciales, etc.).

L'organisation détaillée des sous-directions et services ci-dessus définis fera l'objet d'instructions particulières du directeur des transports d'après les directives essentielles du directeur général et approuvées par ce dernier.

Les effectifs propres à la direction des transports sont initialement fixés par le tableau joint au présent arrêté.

ART. 17. — Les services d'exécution sont, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté général

n° 4545 T. P. du 22 décembre 1942, initialement constitués par les services généraux ou locaux permanents ou temporaires, intéressant l'exploitation :

des ports de commerce et aérien de Dakar;

du réseau Dakar-Niger;

du chemin de fer Conakry-Niger et du port de commerce de Conakry;

du chemin de fer Abidjan-Niger et des wharfs de Port-Bouet et Grand-Bassam;

des voies ferrées du Dahomey et du wharf de Cotonou ainsi que des transports routiers ou fluviaux y rattachés;

du chemin de fer du Togo et du wharf de Lomé;

des voies fluviales;

des transports routiers d'intérêt fédéral des diverses colonies.

Les chefs des services d'exécution sont désignés par décision du gouverneur général, sur proposition du directeur général des travaux publics avec l'agrément des gouverneurs et chefs de territoires des colonies intéressées.

Provisoirement, le sous-directeur des exploitations portuaires cumulera ses fonctions avec celles du chef de service du port de commerce de Dakar et le directeur-adjoint, sous-directeur des exploitations ferroviaires, cumulera ses fonctions avec celles de directeur du réseau Dakar-Niger.

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS DIVERSES

ART. 18. — Les attributions du gouverneur général sont déléguées au directeur des transports :

1° — pour l'octroi des congés administratifs et de convalescence au personnel placé sous ses ordres dans le cadre des dispositions réglementaires applicables à ce personnel qui feront l'objet d'un arrêté spécial;

2° — pour la constatation dans les conditions réglementaires des augmentations automatiques de solde des agents des cadres communs des chemins de fer;

3° — pour l'exécution de l'arrêté du 12 mars 1926 portant organisation du cadre local des chemins de fer de l'A. O. F.;

ART. 19. — A l'exception des sous-directeurs et chefs de service visés à l'article 16 qui sont désignés par décisions du directeur général prises sur la proposition du directeur des transports et sous réserve des instructions qui lui seraient éventuellement données par le directeur général, le directeur des transports prononce l'affectation de tout le personnel mis à sa disposition propre.

Le directeur des transports ou son délégué embauche ou recrute dans la limite des disponibilités budgétaires, le personnel auxiliaire provisoire à solde mensuelle ou journalière, nécessaire au bon fonctionnement de ses services.

ART. 20. — Le directeur général des travaux publics, le directeur général des finances, les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de France au Togo, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui annule tous les textes antérieurs comportant des dispositions contraires et sera enregistré et inséré partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de l'A. O. F. et du Togo. Le présent arrêté est exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1943.

Dakar, le 6 mars 1943.

P. BOISSON.

**ANNEXE A. L'ARRÊTÉ PORTANT ORGANISATION DE LA DIRECTION DES TRANSPORTS  
DE L'A. O. F. & DU TOGO**

**TABLEAU fixant les effectifs initiaux propres à la direction des transports  
(Article 16 de l'arrêté n° 999 T P du 6 mars 1943) -**

	PERSONNEL EUROPÉEN												PERSONNEL INDIGÈNE							OBSERVATIONS			
	Ingénieurs en chef	Ingénieurs principaux	Ingénieurs et Ingénieurs-adjoints	Officiers de Port	Chefs de Division des Chemins de Fer	Chefs et Sous-chefs de bureau	Inspecteurs divisionnaires	Inspecteurs	Adjoints techniques	Dessinateurs	Comptables	Médecins	Commissaires de police	Sténo-dactylos	Commis expéditionnaires	Comptables	Dessinateurs	Calqueurs	Dactylos		Plantons	Téléphonistes	Chauffeurs
a) Direction . . . . .	2													2						2	4	2	(1) Contractuel.
b) Services administratifs .		1	1	1	1	4	1	1	1	3	6			1	10	9	6	8	2	1			
c) S/Direction des exploi- tations ferroviaires et Direction du Dakar-Niger .		2			1	4					11	1	1	1	20	21			4	4		2	
d) S/Direction des exploi- tations portuaires et Direction du Port de Dakar . . . . .	1	1	1		1						4	1	1	1	4	4			2	2		1	
e) Service des Transports terrestres et fluviaux .	1		2			1			2		2			1	2	2			1	1		1	
f) Service de l'Aviation civile . . . . .	1 (1)		1	1							1				1	1			1	1		1	
	5	4	5	2	3	9	1	1	3	3	24	2	2	6	37	37	6	8	10	11	4	7	

**Sociétés d'assurances**

3282 F. Par arrêté du Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française du 12 septembre 1943, les Sociétés d'assurances ci-après sont autorisées, à titre provisoire, à exercer leur activité en Afrique Occidentale Française :

NUMÉRO d'ordre	DÉSIGNATION des sociétés	OPÉRATIONS autorisées et territoires où elles sont faites	REPRÉSENTANTS
18	La Foncière-Transports, Compagnie d'assurances contre les risques de transport et les accidents de toute nature. Société anonyme au capital de 25 millions de francs. Siège social 48 et 50, rue N. D. des Victoires, Paris.	Risques de transport de toute nature (maritimes corps facultés, fluviaux, terrestres, aériens) dans les colonies du Sénégal, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, Dahomey, Togo, Niger.	V. Capillon, place Protêt à Dakar. Société Massièye et Ferras à Abidjan. M <sup>me</sup> Veuve Burki et M. François Caux à Conakry.
20	Minerve. Compagnie française d'assurances, Société anonyme au capital de 15 millions de francs, Siège social à Paris 37, rue Vivienne.	Incendie, accidents, vol, transports dans les colonies Sénégal, Mauritanie, Guinée, Côte d'Ivoire, Dahomey, Togo.	Etablissements Maurel et Prom et M.P. Deville à Dakar. M. M. Burki et Caux à Conakry. M. M. Massièye et Ferras à Abidjan M. Merguin à Bamako.
21	The Northern, Assurance Company Limited, Siège social 1, Moorgate à Londres.	Assurances automobiles dans toutes les colonies de l'A. O. F. et du Togo.	Agences en A. O. F. et au Togo de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale, 32, cours Pierre-Puget à Marseille.

## Lutte antiacridienne

ARRETE N° 3.351 SE. du 18 septembre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant organisation du Gouvernement général de l'A. O. F., modifié par les décrets du 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret n° 2.576 du 26 août 1942 portant création et organisation d'un service antiacridien en Afrique française;

Vu l'arrêté n° 3.955 du 5 novembre 1942 promulguant en A. O. F. le décret n° 2.576 du 26 août 1942 portant création et organisation d'un service antiacridien en Afrique française;

Vu l'arrêté n° 3.645/SE. du 15 octobre 1941 réorganisant la direction générale des services économiques de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté n° 3.646/SE. du 15 octobre 1941 réorganisant l'inspection générale de l'agriculture;

Vu les circulaires générales n° 229 AE. du 23 juin 1930 n° 149 AE. du 14 avril 1931, n° 181 SE. du 19 juin 1933 relatives à la lutte antiacridienne;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En plus des attributions fixées aux articles 3 et 5 du décret organisant le service antiacridien en Afrique française, le chef de ce service est chargé :

de centraliser toute la documentation relative à la lutte antiacridienne en A. O. F.;

de contrôler le fonctionnement des sections antiacridiennes;

de préparer le budget de son service;

de présenter les rapports sur le fonctionnement de son service;

de faire des propositions concernant les relations extérieures de l'A. O. F. en vue de coordonner et d'améliorer la lutte antiacridienne.

*Centre de surveillance de l'aire grégarigène  
du criquet migrateur africain sur le Niger*

ART. 2. — Il est créé dans la zone d'inondation du Niger (Soudan français) le « centre de surveillance de l'aire grégarigène du criquet migrateur africain sur le Niger ».

ART. 3. — L'action du centre de surveillance de l'aire grégarigène du criquet migrateur africain sur le Niger s'étend sur le territoire compris dans le polygone délimité par les points suivants : Sansanding — San-Sofara — les contreforts occidentaux du massif de Bandiagara — Konna — les rives orientales du lac Korienzé et des autres lacs de la rive droite du fleuve — Tombouctou — la rive septentrionale du lac Faguibine — Ras-el-Ma Léré — Petal — Nono — Monimpé — Sansanding.

ART. 4. — L'aire grégarigène du criquet migrateur africain sur le Niger est divisée en trois zones :

1° — *Zone occidentale* : Territoire de la rive gauche du Niger au sud du lac Débo;

2° — *Zone sud-orientale* : Territoire de la rive droite du Niger au sud du lac Korienzé;

3° — *Zone septentrionale* : Territoire au nord des Débo et Korienzé.

Les limites détaillées entre ces trois zones seront fixées par le chef du service antiacridien.

ART. 5. — Placé sous l'autorité d'un chef de centre résidant à Ké-Macina, le personnel permanent du centre de surveillance de l'aire grégarigène du criquet migrateur africain sur le Niger comprend en outre :

1° — Trois chefs de zone résidant à :

Tilembeya, pour la zone occidentale;

Mopti, pour la zone sud-orientale;

Niafouké, pour la zone septentrionale.

2° — Quatre surveillants d'agriculture indigènes du cadre commun secondaire de l'A. O. F. mis l'un à la disposition du chef de centre et les trois autres à la disposition de chacun des chefs de zone.

3° — Deux secrétaires indigènes destinés au bureau du chef de centre.

ART. 6. — Dans certaines circonstances, et à titre temporaire, il pourra être fait appel à des auxiliaires européens et indigènes. L'effectif de ce personnel limité strictement aux besoins du moment, sera fixé chaque fois par décision du gouverneur général sur proposition du chef du service central.

ART. 7. — Le chef de centre relève administrativement du gouverneur du Soudan. Il note tout le personnel placé sous ses ordres.

Pour les questions ayant un caractère local, il correspond directement avec le gouverneur du Soudan et avec les chefs de circonscriptions administratives.

Toutes les autres correspondances sont adressées au chef du service central antiacridien sous le couvert du gouverneur du Soudan.

Toutefois, pour les questions techniques et scientifiques il correspond directement avec le chef du service antiacridien central, mais adresse au gouverneur du Soudan ampliation de cette correspondance.

Il bénéficie de la franchise postale et télégraphique pour ces correspondances.

Il a la charge du matériel du centre de surveillance et en assure la répartition entre les chefs de zone.

Le chef de centre adresse annuellement au chef du service central antiacridien :

a) un rapport général sur la marche de son service;

b) un rapport financier;

c) un projet de budget;

d) un plan de campagne.

ART. 8. — Les chefs de zone assurent personnellement la surveillance antiacridienne dans les limites de leur zone, dirigent et contrôlent les travaux exécutés par le personnel mis à leur disposition.

Ils sont détenteurs effectifs du matériel mis à leur disposition et en assurent la répartition sur le terrain.

Ils correspondent directement avec le chef du centre pour les questions d'ordre technique.

## Sections antiacridiennes

ART. 9. — Il est créé dans chaque colonie de l'A. O. F. une section antiacridienne rattachée au service d'agriculture et dépendant du service central antiacridien de Dakar.

ART. 10. — Chaque section antiacridienne comprend :

1° — un bureau antiacridien au chef lieu de la colonie qui a dans ses attributions :

a) la centralisation des renseignements;

b) l'instruction du personnel de lutte;

c) la rédaction des rapports et la préparation des correspondances destinées au service central antiacridien, aux colonies et territoires voisins;

d) la tenue de la comptabilité-matières pour tout le matériel de lutte antiacridienne de la colonie;

e) le renforcement éventuel, par l'intervention directe de la défense aux points particulièrement attaqués par les acridiens et l'organisation de la lutte sur une plus grande échelle.

Le fonctionnement du bureau antiacridien est assuré par un chef de bureau fonctionnaire du cadre général des services techniques et scientifiques de l'agriculture des colonies ou du cadre commun supérieur des conducteurs de travaux agricoles de l'A. O. F. nommé par le gouverneur sur proposition du chef du service de l'agriculture; par des instructeurs indigènes entraînés pour la lutte antiacridienne choisis parmi les surveillants d'agriculture, contre-maîtres de culture, agents de culture, moniteurs d'agriculture, gardes de cercle, ou spécialement recrutés.

2<sup>a</sup> — Des organismes antiacridiens de cercle chargés de la signalisation et de la lutte antiacridienne et comprenant des secteurs et des chantiers de lutte et un réseau de postes de signalisation.

ART. 11. — Le chef du service de l'agriculture a la direction générale de la section antiacridienne. Il établit les prévisions budgétaires et dispose des crédits pour le fonctionnement de la section antiacridienne.

Il contrôle personnellement et par l'intermédiaire de son chef de bureau antiacridien le fonctionnement de tous les rouages de l'organisation antiacridienne dans la colonie.

ART. 12. — Le commandant de cercle organise la lutte antiacridienne sur son territoire conformément aux instructions reçues du chef-lieu de la colonie.

Il dispose pour la lutte antiacridienne de tous les fonctionnaires et agents européens et indigènes placés sous son autorité.

Pour se faire seconder, il nomme un ou plusieurs contrôleurs antiacridiens choisis parmi les agents de l'agriculture ou, à défaut, parmi les autres fonctionnaires affectés au cercle.

Il organise les secteurs, les chantiers antiacridiens et le réseau des postes de signalisation en accord avec le chef du service de l'agriculture.

Il assure la réquisition et le recrutement de la main-d'œuvre.

Il tient la comptabilité-matières du matériel de lutte mis à sa disposition.

Il adresse au bureau antiacridien du chef-lieu tous rapports et renseignements concernant les acridiens;

Il télégraphie les mouvements d'acridiens :

Aux cercles et subdivisions voisins menacés;

Au bureau antiacridien du chef-lieu.

ART. 13. — En application de l'arrêté n° 982/F. du 6 mars 1943, des indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires seront allouées, durant les périodes de défense effective contre les acridiens, aux fonctionnaires et agents nommés chefs de bureau antiacridien ou contrôleurs antiacridiens en plus de leurs charges ou emplois habituels.

Le taux de rémunération du personnel indigène sera arrêté par l'autorité locale.

Des primes de spécialisation pourront être accordées aux instructeurs indigènes.

Des primes d'encouragement calculées suivant l'importance des services rendus pourront être allouées aux chefs d'équipes et aux signaleurs indigènes.

La main-d'œuvre employée pour la lutte antiacridienne sera retribuée suivant la réglementation locale concernant la main-d'œuvre réquisitionnée.

#### *Dispositions générales*

ART. 14. — Toute personne ayant observé ou ayant eu connaissance de la présence des acridiens (insectes ailés, larves ou pontes) doit en informer sans délai le chef de la circonscription territoriale la plus proche ou tout autre agent de l'ordre administratif.

ART. 15. — La destruction des acridiens sur les propriétés privées, les concessions provisoires ou définitives est obligatoire et à la charge des occupants (propriétaires, locataires etc...)

En cas d'infraction à cette disposition ou d'insuffisance des mesures prises par l'occupant l'autorité locale procède directement à la destruction des acridiens. Les frais de l'opération sont alors pour une part ou pour leur totalité mis à la charge des occupants.

ART. 16. — Les invasions acridiennes sont classées « Calamités publiques » et provoquent toutes contraintes, demandes de concours et répressions prévues par la réglementation de lutte contre ces dernières.

ART. 17. — Les périodes et les régions en état de défense effective contre les acridiens sont déterminées par le gouverneur général sur proposition du chef du service antiacridien.

ART. 18. — Toutes les dépenses de personnel, main-d'œuvre, primes, matériel, etc... relatives à la lutte antiacridienne sont inscrites au budget général de l'A. O. F.

ART. 19. — Les gouverneurs des colonies fixeront les mesures de détail par arrêtés locaux.

Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

ART. 20. — Le secrétaire général du Gouvernement général, les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de la République au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 18 septembre 1943.

*Pour le gouverneur général en tournée,*

*Le gouverneur des colonies,*

*Secrétaire général du Gouvernement général,*  
*chargé de l'expédition des affaires*  
*courantes et urgentes.*

L. GEISMAR.

*INSTRUCTIONS en date du 23 octobre 1943 relatives à l'organisation et au fonctionnement des sections antiacridiennes.*

#### *GÉNÉRALITÉS*

Les invasions des acridiens sont déclarées calamité publique; par conséquent, les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre toutes les ressources dont ils disposent pour combattre le fléau, pour encourager et guider toute initiative visant la destruction des acridiens et pour réprimer tout manquement à l'exécution des prescriptions réglementant l'organisation de la lutte.

La lutte antiacridienne doit être organisée de façon à assurer l'action rapide et vigoureuse chaque fois que la présence des acridiens est signalée sur un territoire. Les devoirs de tous doivent être bien précisés, les agents chargés de la direction, du contrôle ou de la conduite des travaux doivent être désignés, les moyens d'action doivent être prévus.

L'efficacité de la lutte antiacridienne dépend avant tout du bon fonctionnement du réseau de renseignements sur l'activité des acridiens. Les interventions rapides, la prévision et la mise en place des moyens nécessaires, la coordination des activités des différents rouages de la lutte antiacridienne ne peuvent être réalisées qu'en fonction de l'information précise et rapide à tous les échelons.



Les instructions présentes traitent de l'organisation et du fonctionnement des sections antiacridiennes dans les colonies. Une notice spéciale réunira les notions sur les procédés de lutte.

#### RÔLE DU CHEF DU SERVICE DE L'AGRICULTURE

##### ET DU BUREAU ANTIACRIDIEN

Le chef du service de l'agriculture, chargé de la direction générale de la lutte contre les acridiens dans la colonie fait les propositions et prépare les instructions en vue de l'organisation de la section antiacridienne dans l'esprit de l'arrêté et des instructions présentes.

Des contacts directs et fréquents de lui-même et du chef du bureau antiacridien avec les représentants de l'administration et avec les contrôleurs antiacridiens dans les cercles sont indispensables pour parfaire l'organisation sur place.

Des conférences et des circulaires à la population européenne, ainsi que des palabres fréquentes à la population indigène aideront à obtenir des concours et à faire ancrer dans les esprits la conscience de l'importance et de la nécessité de la lutte antiacridienne.

Le chef du bureau antiacridien doit être constamment tenu au courant de la situation acridienne dans la colonie et de l'état de l'organisation antiacridienne dans les cercles.

Pour assurer l'action sur l'ensemble du territoire, le chef du bureau antiacridien doit disposer des instructeurs indigènes résidant au chef-lieu de la colonie et susceptibles d'être envoyés dans les cercles.

L'instruction technique des contrôleurs antiacridiens et des instructeurs, chefs d'équipe et signaleurs sera assurée par des stages au chef-lieu de la colonie ou par des démonstrations faites dans les cercles, soit par le chef du bureau antiacridien, soit par les instructeurs.

Chaque fois qu'il sera nécessaire, le chef du bureau antiacridien interviendra directement pour organiser, d'accord avec les commandants de cercle, la lutte antiacridienne et pour diriger personnellement.

#### ORGANISATION DU CERCLE

##### ORGANISATION TERRITORIALE

Le cercle constitue l'unité territoriale où le dispositif de lutte antiacridienne est mis en place.

Les cantons seront érigés en *secteurs antiacridiens*. Les secteurs seront divisés en chantiers comprenant les villages ou groupes de villages selon leur situation et l'importance de leur population.

#### PERSONNEL

Le contrôleur antiacridien est nommé pour diriger le dispositif antiacridien dans le cercle et pour contrôler son fonctionnement sur place.

Les agents de l'agriculture affectés dans les cercles seront contrôleurs antiacridiens de droit. En leur absence, le commandant de cercle pourra nommer tout autre fonctionnaire ou agent dont l'emploi est compatible avec les déplacements nécessaires pour assurer le fonctionnement du dispositif antiacridien du cercle.

Un contrôleur antiacridien disposera des instructeurs indigènes nommés ou recrutés dans les mêmes conditions que les instructeurs du bureau antiacridien.

Les chefs de canton seront rendus administrativement responsables de la bonne marche des travaux dans leur canton. Ils contrôleront l'exécution des travaux et veilleront à la conservation du matériel. Il sera tenu compte de leur activité dans ce domaine pour le calcul de la prime annuelle de rendement.

Un ou plusieurs chefs d'équipe seront engagés pour chaque chantier de lutte. Ils pourront être choisis parmi les anciens tirailleurs ou autres indigènes énergiques et ayant de l'ascendant sur la population, leur rôle sera l'encadrement des équipes et la direction du travail à exécuter.

Les chefs de village devront nécessairement exécuter les instructions qui leur seront données.

#### MAIN D'OEUVRE

Toute la population valide doit participer aux travaux de destruction des acridiens.

La main d'œuvre nécessaire pour les travaux sera requise dans les formes ordinaires, mais le nécessaire doit être fait pour en rendre la disposition rapide. A cet effet, les chefs de canton et les chefs d'équipe doivent pouvoir ordonner les travaux de leur propre initiative, à charge pour eux d'en rendre immédiatement compte à leurs chefs administratifs.

#### RÉSEAU DE SIGNALISATION

Le réseau des postes de signalisation du cercle doit être aussi serré que possible.

Les chefs de canton, les instructeurs, les chefs de villages et les chefs d'équipe sont d'office signaleurs antiacridiens. En plus de ces signaleurs à résidence fixe, des signaleurs itinérants seront envoyés dans les régions inhabitées ou particulièrement menacées par l'invasion.

#### INFORMATIONS SUR LES ACRIDIENS

##### SIGNALISATION A L'INTÉRIEUR DU CERCLE

Le réseau de signalisation du cercle est la source principale de l'information sur les acridiens. Par conséquent, les renseignements recueillis par les signaleurs doivent être aussi précis que possible; ils doivent être transmis au commandant de cercle très rapidement.

Ces renseignements concerneront :

a) *Pour les acridiens ailés* : lieu de l'observation, date, heure, nature de l'observation (insectes isolés, vol) couleur des insectes (rouge, rose, jaune, gris); importance du vol (estimée chaque fois qu'il est possible, en largeur du front et en profondeur); direction du déplacement ou, éventuellement, direction à l'arrivée et au départ.

b) *Pour les pontes* : lieu du gisement, date de l'observation, s'il est possible, date des pontes, superficie occupée, repères situant le gisement.

c) *Pour les larves* : lieu de l'observation, date, taille et couleur de larves; importance de la bande (en superficie occupée) éventuellement, direction du déplacement.

d) Les renseignements de a, b, et c. seront complétés par les informations :

1<sup>re</sup> — sur toutes *constatations accessoires* qui pourront être faites (*accouplements, mues, destruction des acridiens par les animaux ou oiseaux, conditions météorologiques, etc.*);

2<sup>e</sup> — sur les *dégâts* commis par les acridiens; nature des dégâts et leur importance (en superficie et en degré des déprédations);

a) *Le nom des insectes* observés sera mentionné chaque fois qu'ils auront pu être identifiés;

f) *Les échantillons* d'insectes ou de pontes seront joints aux renseignements chaque fois qu'il sera possible de les obtenir. Ces échantillons doivent être pris dans la bande d'insectes ou sur l'emplacement des pontes faisant l'objet de l'information. Si la conserva-



tion des échantillons d'insectes entiers ne peut pas être assurée, il suffira, pour les insectes ailés, d'envoyer leurs ailes (antérieures et postérieures). Les échantillons de larves peuvent être préparés en les écrasant, pour les vider, entre deux couches de papier buvard ou d'étoffe et en les faisant ensuite sécher.

#### RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LE CERCLE.

##### 1<sup>o</sup> — Au chef-lieu de la colonie :

##### A — Par voie télégraphique et d'urgence :

a) Les renseignements résumant les informations fournies par les signaleurs. La situation du lieu d'observation, sera précisée en son orientation et en distance par rapport à un centre administratif figuré sur la carte au 1/2.000.000 du service géographique.

b) Les renseignements reçus des colonies et territoires voisins.

N. B. — *Libellé des télégrammes* : Tous les renseignements concernant les acridiens doivent figurer dans le texte du télégramme (les annotations faites par les bureaux des P. T. T. émetteurs sur les lieu, date et heure d'émission du télégramme ne renseignent pas sur les lieu, date et heure de l'observation des acridiens.) Chaque fois que l'observation faisant l'objet du télégramme au chef-lieu de la colonie aura également été communiquée à une circonscription voisine d'une colonie ou d'un territoire français limitrophes (voir 2<sup>o</sup> plus bas) ce télégramme portera : (Nom de la circonscription) « informée ». Si le renseignement concerne les acridiens se dirigeant vers une colonie ou territoire étranger, le télégramme le mentionnera.

Par ex. : « (Lieu dit) xxx kms. nord Agadès frontière Algérie (date) bande larves criquets pèlerins noir et rose 3 kms. sur 10 kms. Tamanrasset informé ».

Où : « (Nom du village) xxx kms. sud-est Zinder (date, heure) vol criquets migrants gris 5 kms. sur 8 kms. allant sud vers Nigéria ».

##### B. — Par poste — hebdomadairement :

Récapitulation des renseignements sur les acridiens reçus par le cercle, complétés par les données n'ayant pas fait l'objet des télégrammes et accompagnés par les échantillons. Ces derniers seront attachés en regard des renseignements les concernant ou porteront les étiquettes permettant de les rapporter au texte.

#### 2<sup>o</sup> — AUX CERCLES ET AUX CIRCONSCRIPTIONS VOISINES DE LA MÊME COLONIE ET DES COLONIES OU TERRITOIRES FRANÇAIS LIMITROPHES

##### Par voie télégraphique :

a) Vols d'acridiens se dirigeant vers ces cercles ou circonscriptions.

b) Pontes et bandes de larves dans les régions limitrophes.

#### RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LE CHEF-LIEU DE LA COLONIE

##### 1<sup>o</sup> — Au service antiacridien central

##### A. — PAR VOIE TÉLÉGRAPHIQUE :

Renseignements télégraphiques reçus des cercles ou des colonies ou territoires voisins.

##### B. — PAR POSTE :

a) *d'urgence*. — Échantillons qui n'auront pas pu être identifiés par le bureau antiacridien, accompagnés des références sur les télégrammes les concernant.

b) *mensuellement*. — Rapports comprenant :  
Récapitulation des renseignements sur les acridiens reçus au chef-lieu de la colonie ;

Description et évaluation des dégâts occasionnés par les acridiens ;

Observations éventuelles sur les modalités de la marche de l'invasion en rapport avec les conditions locales (relief, particularités climatiques, phénomènes météorologiques, etc) ;

Échantillons se rapportant aux renseignements.

c) *A la fin de l'année*. — Le rapport annuel sur l'activité du bureau antiacridien comprendra un chapitre résumant la situation acridienne dans la colonie et formulant les prévisions pour l'année suivante.

##### 2<sup>o</sup> — Aux colonies et territoires voisins (français ou étrangers)

##### A. — PAR VOIE TÉLÉGRAPHIQUE :

a) Renseignements sur les vols d'acridiens se dirigeant vers ces colonies ou territoires ainsi que sur les pontes ou les bandes de larves constatées dans les régions limitrophes.

b) Renseignements qui pourront être demandés à la suite des accords particuliers.

##### Conduite des travaux

La section antiacridienne d'une colonie doit être toujours prête à fonctionner.

Dès l'apparition de la menace d'une invasion, ou dès la déclaration d'une colonie en état de défense effective contre les acridiens, le bureau antiacridien procédera à la mise en place du dispositif de lutte :

a) les cercles seront alertés ;

b) les dépôts locaux de matériel et des produits seront constitués ou complétés ;

c) les moyens de transport et les possibilités d'approvisionnement en eau, en supports pour les appâts empoisonnés, ainsi que les disponibilités en main-d'œuvre sur les points menacés seront recensés. En cas d'insuffisance des ressources locales, les mesures pour approvisionner ces points et pour y organiser la lutte seront arrêtées ;

d) les crédits nécessaires seront délégués aux cercles ;

e) l'instruction technique du personnel sera vérifiée et, au besoin, complétée ;

f) les consignes réglementant l'emploi des substances toxiques seront rappelées ;

g) les mesures seront prises pour faciliter la constitution et la mise en action rapide des équipes de destruction ;

h) les consignes seront données dans les cercles pour assurer la recherche des gisements de pontes et des bandes de larves.

Le chef du bureau antiacridien sera constamment tenu au courant des travaux entrepris dans les cercles et, au besoin, les dirigera personnellement.

Les commandants de cercle veilleront à l'exécution des travaux ordonnés et les dirigeront personnellement ou par l'intermédiaire de leurs contrôleurs antiacridiens et des instructeurs.

La destruction des acridiens se trouvant dans des régions limitrophes de deux circonscriptions administratives sera poursuivie par l'équipe occupée à ce travail, sans souci de la délimitation territoriale, jusqu'à sa relève par celle de la circonscription voisine, à charge d'en aviser immédiatement les chefs de subdivision ou commandants de cercle intéressés.

Les commandants de cercle pourront, en cas de travaux importants s'étendant sur deux circonscriptions voisines, procéder d'un commun accord à la constitution d'équipes mixtes.

Pour permettre de coordonner les travaux entrepris

dans différentes régions de la colonie, les commandants de cercle se tiendront en liaison avec leurs voisins.

En outre, ils adresseront au bureau antiacridien :

1<sup>o</sup> — *Messages urgents* concernant l'ouverture des chantiers et faisant connaître leurs besoins.

2<sup>o</sup> — *Au 1<sup>er</sup> et au 15 de chaque mois.* — Renseignements succincts sur les travaux en cours ou terminés, mentionnant : les lieux et l'importance des travaux, les procédés employés, les résultats acquis, les prévisions concernant les travaux à venir.

3<sup>o</sup> — *A la fin de la campagne*, au cours du mois qui suivra la clôture des travaux de destruction — Rapport détaillé faisant connaître :

- a) les lieux et les époques des travaux;
- b) les procédés employés et l'importance des travaux par procédé (en superficies débarrassées des acridiens ou, dans le cas de ramassage, en volume);
- c) les quantités de main-d'œuvre employée;
- d) le coût des opérations par catégories des dépenses;

e) les dépenses en produits et en ingrédients pour les appâts empoisonnés;

f) l'importance des stocks de produits et de matériel restant disponibles et leur état;

g) les observations sur la marche des opérations, sur l'efficacité des procédés employés, etc....

De son côté le bureau antiacridien adressera au service antiacridien central :

1<sup>o</sup> — *Messages urgents* signalant :

- a) le début, l'extension et la fin de la campagne;
- b) besoins de la colonie.

2<sup>o</sup> — *Rapports mensuels* résumant les rapports de quinzaine des cercles.

3<sup>o</sup> — *Rapports de fin de campagne*, exposant l'action du bureau antiacridien, résumant les rapports des cercles et faisant connaître les conclusions sur la marche générale des travaux, sur l'efficacité des différents procédés appliqués dans les conditions de la colonie etc....

#### LUTTE ANTIACRIDIEENNE DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES

Les travaux de destruction des acridiens dans les propriétés privées sont obligatoires et à la charge des exploitants.

Le réseau des postes de signalisation et de chantier engloberont les propriétés privées. Les cadres antiacridiens y seront nommés dans les conditions ordinaires, mais l'autorité locale déterminera la part des frais ou de la participation aux travaux incombant aux exploitants.

Dans les cas où un propriétaire s'engagerait à procéder à la destruction des acridiens par ses propres moyens, le matériel pourra lui être fourni dans la mesure des disponibilités et dans les conditions prévues au chapitre « matériel ».

#### LUTTE ANTIACRIDIEENNE DANS LES RÉGIONS DÉSERTIQUES

L'organisation de la lutte antiacridienne dans les régions désertiques doit subir des adaptations exigées par les conditions particulières propres à ces régions.

La plupart des postes de signalisation perdront leur caractère sédentaire, mais leur réseau pourra être créé sur les mêmes bases qu'ailleurs.

Ce réseau sera très lâche, par conséquent il importe que toute occasion soit saisie pour obtenir le maximum d'information.

Les partisans de cercles et les patrouilles des groupes nomades doivent être mis dans l'obligation de

signaler à leurs chefs tous les cas d'observation des acridiens qu'ils pourront faire eux-mêmes ou dont ils pourront entendre parler et d'apporter les échantillons qu'ils pourront recueillir. Par ailleurs, toute personne se déplaçant dans les régions désertiques doit être informée de l'obligation de signaler les acridiens observés.

La destruction des acridiens par les équipes locales ne pourra être assurée dans les régions désertiques que dans quelques centres habités et sur quelques rares terrains de culture; le personnel de lutte et le matériel doivent y être prévus. Partout ailleurs il sera nécessaire d'amener les équipes, le matériel et le ravitaillement, quelquefois de très loin. Une telle organisation dépassera généralement les ressources locales; elle fera l'objet d'une réglementation spéciale.

#### MATÉRIEL

Le matériel de toute nature mis à la disposition des colonies pour la lutte antiacridienne sera pris en charge et géré conformément à la réglementation en vigueur de la comptabilité matières.

Les fonctionnaires chargés de la garde de ce matériel veilleront à ce qu'il soit soigneusement entretenu et qu'il ne soit pas employé à d'autres fins que celle de sa destination première.

Des magasins de matériel seront créés aux chefs-lieux des colonies; des magasins annexes dans les cercles ne seront créés qu'exceptionnellement pour les cercles éloignés, ne pouvant pas être rapidement approvisionnés en cas d'une invasion.

Le matériel ne sera réparti entre les cercles qu'en présence d'une menace d'invasion. Il y sera considéré comme matériel en service et géré par des dépositaires comptables spécialement désignés.

La cession et le prêt du matériel antiacridien aux particuliers, dans les conditions prévues par les articles 38 et 75 de l'instruction portant règlement sur la comptabilité générale matières, ne seront pas autorisés. Toutefois, dans les cas des travaux de destruction des acridiens dans les propriétés privées, le matériel sera mis à la disposition des instructeurs et des chefs d'équipes dans les conditions ordinaires de sa mise en service sur le territoire du cercle; il devra être récupéré aussitôt après en fin des travaux.

Après la fin de la campagne, le matériel en service dans les cercles doit être regroupé dans les magasins, remis en état et périodiquement revu.

Les périodes d'invasions acridiennes s'étendant généralement sur plusieurs années, des dépôts de matériel en quantités strictement limitées aux nécessités de première urgence pourront être laissés à la disposition des cercles durant ces périodes. Dans ces cas, les comptables-gestionnaires et les gérants d'annexes vérifieront périodiquement l'existence et l'état de ce matériel.

#### Enseignement

ARRETE N° 3568 F. du 7 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo; les décrets des 19 septembre 1936 et 20 juillet 1937 portant réduction des dépenses administratives de ce territoire;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'ordonnance du 5 février 1943 du général commandant en Chef français civil et militaire;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 14 février 1922 et l'arrêté général du 26 mars 1922 portant réglementation de l'enseignement privé en Afrique occidentale française;

Vu la circulaire n° 320/tp. du 16 juin 1943 relative à la réorganisation de l'enseignement primaire privé en A. O. F.;

Sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de Gouvernement;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des subventions peuvent être octroyées aux établissements de l'enseignement privé de l'Afrique occidentale française et du Togo, sous réserve que soient strictement appliquées dans ces établissements les dispositions réglementaires relatives à l'enseignement privé en A. O. F. et que d'autre part, l'enseignement y soit donné gratuitement.

ART. 2. — Les écoles coraniques, les écoles de catéchisme, les catéchuménats, éventuellement les écoles dites de langue indigène, ne sont en aucun cas, considérés comme des établissements d'enseignement.

ART. 3. — Les subventions octroyées ne doivent contribuer à couvrir que les dépenses de personnel, de matériel, outillage d'enseignement professionnel, manuel ou agricole, de fournitures scolaires.

#### QUOTITE DES SUBVENTIONS

ART. 4. — Les éléments entrant en ligne de compte pour l'octroi de la subvention sont, pour chacun des établissements :

1<sup>o</sup> — Le nombre des maîtres européens autorisés à enseigner.

2<sup>o</sup> — Le nombre et la qualité des adjoints indigènes autorisés à enseigner; instituteurs diplômés d'une école normale, moniteurs diplômés d'une école normale, moniteurs auxiliaires.

3<sup>o</sup> — Les résultats obtenus aux examens officiels.

ART. 5. — La subvention attribuée sera calculée annuellement selon le barème suivant :

1<sup>o</sup> — Instituteur européen autorisé à enseigner : 13.500

2<sup>o</sup> — Personnel indigène autorisé à enseigner :

a) Instituteur diplômé . . . . . 10.800

b) moniteur diplômé : . . . . . 6.000

c) moniteur auxiliaire titulaire du certificat d'études et autorisé à enseigner : . . . . . 4.800

(Ce barème est applicable dans les mêmes conditions au personnel féminin).

3<sup>o</sup> — Résultats aux examens officiels :

a) Par élève admis au certificat d'études : . . . . . 400

b) Par élève admis aux écoles primaires supérieures, écoles professionnelles, écoles normales de moniteurs : . . . . . 1.000

c) Par élève admis aux écoles normales d'instituteurs et d'institutrices ou à l'école de médecine (sages-femmes); . . . . . 2.000

(Ce barème est applicable sans distinction du sexe des élèves).

ART. 6. — Les subventions sont accordées aux établissements d'enseignement privé par décision du gouverneur de la colonie ou du chef du territoire intéressé; elles sont payées aux chefs d'établissement par trimestre, à terme échu, sauf en ce qui concerne les primes pour succès aux examens payables en une seule fois, suivant un état établi par le chef du service de l'enseignement.

Un état numérique en maîtres et en élèves, devra être fourni à l'appui de chaque demande de subvention.

Le chef du service de l'enseignement pourra, d'autre part, exiger la production de toutes pièces justificatives nécessaires.

ART. 7. — Les gouverneurs des colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de la République au Togo, le directeur général des finances et le directeur général de l'instruction publique, de l'éducation générale et des sports de l'Afrique occidentale française et du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 7 octobre 1943.

P. COURNARIE.

#### Chemins de fer

#### Tarifs

ARRETE N° 3579/TP. du 8 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 4545/TP. du 22 décembre 1942, fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction générale des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo, et l'arrêté n° 999 du 6 mars 1943, organisant la direction des transports;

Vu l'arrêté n° 892 du 1<sup>er</sup> avril 1937 homologuant le fascicule I des tarifs des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, et tous actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 3926 du 2 novembre 1942, approuvant l'arrêté local n° 552 du 29 septembre 1942 du commissaire de la République au Togo, mettant en vigueur dans ce territoire la tarification des chemins de fer de l'Afrique occidentale française;

Vu l'avis du conseil des transports;

Vu le télégramme n° 1829 Colaig. du 3 octobre 1943 du commissaire aux colonies;

Sur la proposition de l'ingénieur général, directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix de transport des voyageurs sont fixés à :

1 <sup>re</sup> classe . . . . .	1,50
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	1,—
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	0,50

par voyageur et par kilomètre.

ART. 2. — Le droit fixe d'enregistrement des bagages est porté à 10 francs.

ART. 3. — Les prix du tarif spécial G. V. 103 (cartes donnant droit à la délivrance des billets à 1/2 tarif) sont modifiés comme suit :

Cartes A majoration de 50%;  
Cartes B majoration de 50%;  
Cartes C majoration de 50%;  
ces prix sont arrondis aux 5 francs supérieurs.  
Dépôt de garantie : 40 francs.  
Frais de duplicata : 18 francs.

ART. 4. — Tous les prix de base, barèmes, prix fermes, maxima et minima de perception et taxes diverses des autres tarifs généraux ou spéciaux de Grande ou Petite vitesse, ainsi que les taxes de location prévues par l'annexe n° 8, sont majorés de 50%.

ART. 5. — Le directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera et qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1943.

Dakar, le 8 octobre 1943.

P. COURNARIE.

ARRETE N° 3584/TP. du 8 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 4545/TP. du 22 décembre 1942, fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction générale des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo, et l'arrêté n° 999/TP. du 6 mars 1943, organisant la direction des transports;

Vu l'arrêté n° 3926 du 2 novembre 1942, approuvant l'arrêté local n° 552 du 29 septembre 1942 du commissaire de la République au Togo, mettant en vigueur dans ce territoire la tarification des chemins de fer de l'Afrique occidentale française et notamment un fascicule II des tarifs particuliers au réseau du Togo;

Vu l'avis du conseil des transports;

Vu le télégramme n° 1829 Colalg. du 3 octobre 1943 du commissaire aux colonies;

Sur la proposition de l'ingénieur général, directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix du tarif pour cartes d'abonnement des fonctionnaires sont modifiés comme suit :

1 <sup>re</sup> classe . . . . .	50%;
2 <sup>e</sup> classe . . . . .	50%;
3 <sup>e</sup> classe . . . . .	50%;

les prix sont arrondis aux 5 francs supérieurs.

ART. 2. — Les prix des tickets de quai sont fixés respectivement à 2 francs et 10 francs.

Le prix de location des emplacements spéciaux pour revendeurs est fixé à 1 franc.

ART. 3. — Les prix du tarif spécial G. V. 6 T. sont fixés respectivement à 2 francs, 0 fr. 50 et 1 franc.

ART. 4. — Les prix du tarif spécial P. V. 16 T. sont modifiés comme suit :

Barèmes A, B, D, E. — Les prix du tarif sont majorés de 20%.

Barème C. — Arachides en coques : prix du tarif. Arachides décortiquées : Prix des arachides en coques majorés de 20%.

Le paragraphe 3 des conditions d'application est supprimé.

ART. 5. — Sont majorés de :  
30% les tarifs spéciaux P. V. 11 T. et P. V. 13 T.  
50% tous les autres tarifs spéciaux de Grande et Petite vitesse non visés ci-dessus.

ART. 6. — Le directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo est

chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera et qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1943.

Dakar, le 8 octobre 1943.

P. COURNARIE.

#### Wharf de Lomé

#### Tarifs

ARRETE N° 3586 ter T. P. du 8 octobre 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous les actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 4545/TP. du 22 décembre 1942, fixant l'organisation et le fonctionnement de la direction générale des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo, et l'arrêté n° 999/TP. du 6 mars 1943, organisant la direction des transports;

Vu les arrêtés du commissaire de la République au Togo nos 407 du 27 juillet 1939, 306 du 8 juin 1940 et 587 du 16 octobre 1941, fixant les taxes d'exploitation du wharf de Lomé;

Vu l'avis du conseil des transports;

Vu le télégramme n° 1829 Colalg. du 3 octobre 1943 du commissaire aux colonies;

Sur la proposition de l'ingénieur général, directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes d'exploitation du wharf de Lomé actuellement en vigueur sont abrogées et remplacées par celles faisant l'objet de l'annexe ci-jointe.

ART. 2. — Sauf stipulations contraires indiquées explicitement pour chacun des tarifs, aucun texte n'est modifié.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics de l'Afrique occidentale française et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et enregistré partout où besoin sera et qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1943.

Dakar, le 8 octobre 1943.

P. COURNARIE.

ANNEXE à l'arrêté n° 3586 ter du 8 octobre 1943.

L'article 1<sup>er</sup> est ainsi rédigé :

Article premier. — Le prix à percevoir pour un voyage du wharf au bateau ou inversement est fixé par voyageur européen et indigène à 23,—

Ce prix comprend l'accès au wharf.

Art. 2. — Accès au wharf . . . . . 8,—

Art. 7. — Bagages à main . . . . . 1,50

Autres bagages . . . . . 13,—

Art. 8. — Chiens et singes . . . . . 3,—

Art. 9. — Petits animaux . . . . . 1,—

Art. 10. — Enregistrement . . . . . 1,50

Art. 11. — Timbre . . . . . 1,—

Art. 12. — Cartes d'abonnements :

Cartes de passages à bord, respective-

ment . . . . . 170, 240 et 450,—

Cartes d'accès au wharf, respective-

ment . . . . . 75, 128 et 225,—

Art. 21. — Carte perdue. Délivrance de duplicata	10,—
Art. 21 ter. — Transport des manœuvres :	
Par manœuvre	8,—
Minimum de perception (5 manœuvres)	40,—
Art. 22. — Par 100 kilogrammes	19,—
Art. 23. — Par 100 kilogrammes	11,50
Art. 27. — Animaux domestiques, respectivement 38, 23	15 et 8,—
Art. 28. — Animaux sauvages, respectivement 15, 23 45	90 et 11,50
Art. 29. — Inchangé.	
Art. 31. — Importation. Ciment, etc	120,—
Art. 32. — Douelles, etc	64,—
Houille, etc	30,—
Art. 33. — Exportation, glace, coque de palmistes, etc., respectivement 23, 38, 75, 75, 90	et 98,—
Art. 34. — Eau	3,—
Art. 36. — Travail supplémentaire de jour	112,50
Art. 42. — Travail supplémentaire de nuit :	
1 <sup>o</sup>	112,50
2 <sup>o</sup>	375,—
Art. 44. — Travail du dimanche :	
a)	112,50
b)	112,50 375,—
c)	112,50 450,—
Art. 46. — Travail des jours fériés :	
d)	112,50
e)	112,50 750,—
f)	112,50 1.125,—
Art. 46 ter — Droits de phares	3,—

## Conseil d'Administration du Togo

N° 3669 AP. — Par arrêté du gouverneur général, haut-commissaire de la République au Togo en date du :

15 octobre 1943. — Est nommé membre notable du conseil d'administration du Togo, en qualité de mem-

bre suppléant ressortissant togolais M. Norberthus Anthony, propriétaire, en remplacement de M. Tamakloe Théophile, décédé.

## Surtaxes-avion

RECTIFICATIF à l'arrêté général n° 3450 D. T. du 26 septembre 1943 (J. O. Togo du 16 octobre 1943 page 554 — 1<sup>re</sup> colonne).

Pour Iran, Irak, Palestine etc, supprimer chiffre 9 figurant première colonne.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## Taxe de consommation

ARRETE N° 511 D. du 25 septembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. 1.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment les articles 74 et 187, ce dernier précisant que des règlements locaux particuliers à chaque catégorie de contributions perçues sur liquidations spécifient et déterminent le mode de recouvrement et de poursuites contre les redevables;

Vu le décret du 22 mai 1942 modifiant les règles d'application des arrêtés du commissaire de France en matière fiscale;

Vu l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 créant une taxe unique de consommation au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du commissaire aux colonies;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des produits soumis à la taxe de consommation annexé à l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 créant une taxe unique de consommation au Togo est modifié ainsi qu'il suit :

NUMÉRO DU TARIF	DÉSIGNATION DES PRODUITS	TARIF	
		ASSIETTE	QUOTITÉ
2. ....	cigares	K. N.	200,00
3. { a. ....	Tabacs fabriqués {	K. N.	160,00
b. ....		K. N.	80,00
4. ....	autres	K. N.	130,00

(2) Sont considérées comme cigarettes supérieures celles dont le prix de vente en gros au commerce local est, taxe de consommation comprise, supérieur à 175 frs. le kilogramme.

ART. 2. — L'article 10 de l'arrêté n° 689 F. du 8 décembre 1942 est complété comme suit :

« Tout fabricant de produits taxés ad valorem est en outre tenu de présenter aux agents des douanes et autres fonctionnaires chargés du contrôle les

« registres, copies de factures et autres pièces comptables se rapportant aux ventes effectuées par l'établissement ».

Lomé, le 25 septembre 1943.

A. MERCADIER.

(Approbation notifiée par câblogramme n° 498 DOF./D. en date du 5 novembre 1943 du gouverneur général, haut-commissaire).



**Chambre de Commerce**

ARRETE N° 544 A. P. A. du 9 octobre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo;

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 relative à l'ajournement des opérations de révision des listes électorales et des élections;

Vu l'arrêté n° 481/A. P. A. du 11 septembre 1943 complétant l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo;

Vu l'arrêté n° 531 A. P. A. du 5 octobre 1943 modifiant l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo;

Vu la liste présentée par la chambre de commerce du Togo;

Sous réserve de l'approbation de M. le Gouverneur général, haut-commissaire de la République au Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'effectif de la chambre de commerce du territoire du Togo est complété comme suit :

*Membres titulaires citoyens français*

M.M. Bastard, agent fondé de pouvoirs de la Compagnie Française de l'Afrique occidentale, à Lomé;

Zèle, agent fondé de pouvoirs des Etablissements R. Eychenne, à Lomé;

*Membres titulaires étrangers de nationalité européenne ou assimilée*

M. Elliott, agent général de la maison John Holt à Lomé.

*Membres suppléants citoyens français*

M.M. Piquelin, commerçant à Lomé;

Capurro, agent des Chargeurs Réunis, à Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 octobre 1943.

A. MERCADIER.

(Approuvé par télégramme-lettre avion n° 2480 S. E. C. /7 en date du 22 octobre 1943 du gouverneur général, haut commissaire)

**Enseignement***Indemnités*

N° 566 F. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

25 octobre 1943. — L'indemnité horaire pour cours supplémentaire accordée aux agents locaux du service de l'enseignement est fixée à 10 francs.

Le maximum des heures pouvant être rétribuées est limité à 3 par semaine.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 25 février 1943.

**Péripleumonie bovine**

N° 569 S. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

29 octobre 1943. — Sont déclarés infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages de

Boadé (canton Timbou) dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Les animaux suspects ou contaminés subiront la vaccination et ne devront quitter la zone déclarée infectée pendant une période de quarante jours.

**Campements aménagés**

ARRETE N° 577 F. du 4 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés du 9 novembre 1935 et 10 juillet 1937 portant organisation de campements aménagés;

Vu l'arrêté n° 77 du 28 janvier 1938 modifiant les arrêtés susvisés;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La redevance journalière prévue pour les passagers étrangers à l'administration à l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 77 du 28 janvier 1938 est portée à trente-cinq francs (35 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1943, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 novembre 1943.

A. MERCADIER.

**Essence**

ARRETE N° 578 A. E. du 4 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu les articles 9 et 10 du décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté n° 492 S. E. du 4 février 1942 instituant à Lomé une caisse de péréquation concernant les marchandises d'importation;

Vu l'arrêté général n° 4590 SE./C. du 24 décembre 1942 appliquant à l'essence les opérations de péréquation;

Vu l'arrêté 236 AE. du 16 avril 1943 fixant le montant de la taxe de péréquation sur la vente de l'essence au Togo;

Vu l'arrêté n° 3077 SE. du 27 août 1943 supprimant les caisses de péréquation, et prévoyant en son article 7 l'intervention d'un arrêté spécial réglant les modalités de suppression de cette taxe;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — La taxe de péréquation sur la vente de l'essence instituée par arrêté n° 236 AE. du 16 avril 1943 et supprimée par l'arrêté général n° 3077 SE. du 27 août 1943 cessera d'être exigible à compter de la date de publication du présent arrêté.

ART. 2. — A partir de cette même date, cette taxe ne sera plus mentionnée sur les factures délivrées aux commerçants détaillant l'essence.

Les liquidateurs des caisses de péréquation recevront des grossistes les sommes encaissées par ceux-ci, au titre de la taxe de péréquation sur l'essence, et non encore versées à ces caisses.

ART. 3. — Les commerçants détaillants devront faire la déclaration des stocks qu'ils détiennent à la date de mise en vigueur du présent arrêté.



ART. 4. — Les infractions à ces prescriptions seront sanctionnées conformément aux dispositions du décret du 2 mai 1939 susvisé.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 novembre 1943.

A. MERCADIER.

#### Annulation de crédits

N° 581 C. F. T. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. pris en conseil d'administration le :

4 novembre 1943. — Sont annulés au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf — Exercice 1942 — les crédits restés sans emploi, au 31 mai 1943 :

CHAPITRE I . . . . .	775.979,—
— II . . . . .	102.253,30
— III . . . . .	961.168,50
— IV . . . . .	906.173,60
— V . . . . .	40.084,10
— VI . . . . .	27.748,90
— VII . . . . .	117.733,—
— VIII . . . . .	428.467,90
— IX . . . . .	74.031,—
— X . . . . .	7.500,—
— XI . . . . .	1.534.959,—
— XII . . . . .	558.000,—
Total . . . . .	5.534.098,30

#### Réquisitions civiles

N° 584 A. P. A. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 novembre 1943. — M. Gaudillot, inspecteur des affaires administratives, est nommé président ad hoc de la commission d'évaluation prévue par l'arrêté n° 381/A. P. A. du 9 juillet 1943 (réquisition des biens de la Deutsche Togo Gesellschaft).

#### • Station de repos d'Alédjo

ARRETE N° 585 F. du 6 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté n° 70/F. du 31 janvier 1943 réglementant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo ;

Vu l'arrêté n° 443/F. du 19 août 1943 modifiant l'arrêté n° 70/F. du 31 janvier 1943 réglementant le fonctionnement de la station de repos d'Alédjo ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 70/F. du 31 janvier 1943, modifié par l'arrêté n° 443/F. du 19 août 1943, est modifié comme suit :

« Il est créé, pendant la durée des hostilités, à Alédjo (cercle de Sokodé) une station de repos qui sera ouverte sans interruption du 15 octobre au 31 mai. »

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 novembre 1943.

A. MERCADIER.

#### Sociétés indigènes de prévoyance

N° 586 A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

7 novembre 1943. — Sont approuvés les comptes de gestion pour l'exercice 1942, des sociétés indigènes de prévoyance de Lomé, Tsévié, Anécho, Atakpamé, Klouto, Bassari, Sokodé, Lama-Kara et Mango.

#### Coprah

ARRETE N° 588 A. E. du 8 novembre 1943.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu la loi du 14 mars 1942 sur le régime des prix et stocks ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les achats de coprah devront être suspendus à la date du 14 novembre et jusqu'à nouvel ordre.

ART. 2. — La déclaration des stocks de coprah existant à la même date devra être adressée au bureau des affaires économiques (C. P. S.).

ART. 3. — Les sanctions applicables en cas d'infraction à ces dispositions sont celles prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié et rendu applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes et autres lieux publics.

Lomé, le 8 novembre 1943.

A. MERCADIER.

#### Police sanitaire du bétail

N° 589 S. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

9 novembre 1943. — La voie sanitaire n° 1 est modifiée comme suit :

Le tronçon Koumongou — Kidjaboun — Bassari est remplacé par la piste Katchamba — Kumbéréto — Guerin-Kouka — Nawaré — Bassari.

#### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

##### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### PERSONNEL EUROPÉEN

##### Promotion

ERRATUM à l'arrêté n° 478 P. du 8 septembre 1943.

La lire de :

M. Champion Albert, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe des écoles est promu au grade d'inspecteur principal de 3<sup>e</sup> classe des écoles pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1943.

Lire :

M. Champion Albert, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe des écoles est promu au grade d'inspecteur principal de

3<sup>e</sup> classe des écoles pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943 au point de vue de l'ancienneté et du 1<sup>er</sup> septembre 1943 au point de vue de la solde.

## PERSONNEL INDIGÈNE

### Titularisation

Par arrêté n° 573 P. du :

3 novembre 1943. — M. Salako Patrice, facteur auxiliaire stagiaire de 3<sup>e</sup> classe des P. T. T. est titularisé et nommé facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1943, date à laquelle il a accompli son stage réglementaire.

### Suspension de fonctions

Par arrêté n° 575 P. du :

4 novembre 1943. — L'aiguilleur de 4<sup>e</sup> classe du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf, Lawson Léonard, est, et ce jusqu'à jugement à intervenir, suspendu de ses fonctions pour compter du 22 octobre 1943, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt pour vol.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions Lawson Léonard n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégage de tous accessoires de solde.

### Mutations

Par décision n° 666 P. du :

3 novembre 1943. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel de la police du territoire :

L'inspecteur de police de 5<sup>e</sup> classe Marty Pierre et l'inspecteur-auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe Jacob Norbert, tous deux en service à la direction de la sûreté à Lomé sont affectés à Atakpamé.

L'inspecteur Marty assurera en outre le contrôle technique de la police de Sokodé.

L'inspecteur-auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe Dossonvi André, en service à Anécho est affecté à Sokodé.

L'inspecteur-auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe Akpokli Charles, en service au commissariat de police à Lomé est affecté à Anécho.

L'inspecteur-auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe Comlan Georges, en service à la sûreté est affecté au commissariat de police de Lomé.

Par décision n° 667 P. du :

3 novembre 1943. — Le maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe des travaux publics Lassey Jacob, en service à la S. I. P. à Lomé, est mis à la disposition du commandant du cercle du centre.

Par décision n° 675 P. du :

5 novembre 1943. — Les mutations suivantes sont prononcées dans le personnel des commis d'administration :

Atikossie Ernest, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl., en service au cabinet du commissaire de la République et Amouzou John, commis d'administration stagiaire, en service au bureau des A. P. A. sont mis à la disposition du commandant du cercle d'Anécho.

Aithnard André Paulin, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe, en service à Anécho est mis à la disposition de chef du bureau des A. P. A. à Lomé.

## DIVERS

### Bornage

Par décision n° 671 DOM. du :

4 novembre 1943. — Est approuvé le plan de bornage d'une bande de terrain incorporée aux emprises de la gare d'Atakpamé et destinée à la construction d'un mur de clôture, tel qu'il est annexé à la présente décision.

### Commandement indigène

Par décision n° 674 A. P. A. du :

5 novembre 1943. — Il est alloué pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1943, au nommé Bassabi, chef du canton de Kabou, une solde annuelle de 3.000 francs, payable à terme échu, par trimestre.

### Commission

Par décision n° 668 DOM. du :

3 novembre 1943. — Une commission composée de :

M. le commandant du cercle de Lomé ou son délégué

*Président*

M.M. Grunitzky, agent des travaux publics à Lomé représentant de l'administration,

Agbodjan, William Prince, notable à Lomé,

Lawson Andréas Boevi, notable à Lomé, représentant les concessionnaires,

*Membres*

Kokodoko, Amadoten, charpentier chez la Cie FAO à Lomé, représentant le concessionnaire Améga-Frank-John, employé de commerce mercc à Atakpamé,

Les autres concessionnaires eux-mêmes,

se réunira sur place à Ahanoukopé, sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur effectuée sur certains lots du lotissement d'Ahanoukopé, occupés respectivement par les nommés : Améga-Frank-John (lot n° 60), Hans Akakpo (lot n° 50), Fumey Gabriel (lot n° 44), Lawson Bernardin (lot n° 103), Amégnizin Faustin (lot n° 73).

Il sera dressé pour chaque opération un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

### Enseignement

Par décision n° 662 E. du :

1<sup>er</sup> novembre 1943. — Les moniteurs auxiliaires de l'enseignement dont les noms suivent sont admis au concours d'entrée dans le cadre local des instituteurs pour la session 1943 :

1<sup>er</sup> Mensah Logossou Faustin,

2<sup>e</sup> Geraldo Nassirou,

3<sup>e</sup> Eteh Benoît,

4<sup>e</sup> Kwaku Simon,

5<sup>e</sup> Awuté Gédéon.

### Indemnités de transport

Par décision n° 663 E. du :

1<sup>er</sup> novembre 1943. — Les agents désignés ci-après sont autorisés à utiliser leur bicyclette pour les besoins du service. A cet effet ils percevront une indemnité de transport de 25 francs par mois payable trimestriellement.

1<sup>o</sup> — *Circonscriptions administratives*

Vandiau Raymond, administrateur-adjoint, chef de subdivision,

Abaglo Cosme, commis d'administration,

Paul Malazoué, commis auxiliaire,

Kangbéni Douti, interprète auxiliaire,

Sambiani Konkadje, agent recenseur,

Gomez Richard, planton,

Adjallé Ignace, interprète principal.

La dépense sera imputable au chapitre 5 article 3 paragraphe 10 du budget local exercice 1943.

2<sup>o</sup> — *Justice européenne*

Abalo Messanvi Ferdinand, brigadier planton,

La dépense sera imputable au chapitre 5 article 4 paragraphe 5.

3<sup>o</sup> — *Police administrative*

Dossouvi André, inspecteur auxiliaire de police.

La dépense sera imputable au chapitre 5 article 6 paragraphe 5.

4<sup>o</sup> — *Forces de police*

Salou Boulala, brigadier-chef,

Laguidé Lalèyè, garde de cercle,

Sodovo Gaston, garde de cercle,

Ahitoké, garde de cercle,

Adjéoura Takpa, garde de cercle,

Aitongnon, garde de cercle,

Ousmane Taraoré, garde de cercle,

Gambila, garde de cercle,

Dougouniagué, garde de cercle,

Tchao, garde de cercle,

Abinata, garde de cercle,

Falani, garde de cercle,

Ounana, garde de cercle,

Mamadou Sago, garde de cercle,

Tossa Amouzou, garde de cercle,

Aourouna, garde de cercle,

Korignon, garde de cercle,

Djéhometo, garde de cercle,

Tazo, garde de cercle,

Nana, garde de cercle,

Atchana, garde de cercle,

Amoron, garde de cercle,

Amakne, garde de cercle,

Tomodji, garde de cercle,

Nabéa, garde de cercle,

Nani, garde de cercle,

Assimin, garde de cercle.

La dépense sera imputable au chapitre 4 — article 11 — paragraphe 2.

5<sup>o</sup> — *Services financiers*

## TRÉSOR-DOMAINES

Akovi Laurent, planton auxiliaire,

Dossou Sossou, planton,

Neves Jules, garde-frontière,

Amadou Yenaba, garde-frontière,

Tékoué Alfred, garde-frontière,

Aholoukpè Hounsavi, garde-frontière,

Agossou Augustin, garde-frontière,

Vikoun Robert, garde-frontière,

Vovor Vincent, garde-frontière,

Edoh Pierre, garde-frontière,

Nobimé Victor, garde-frontière,

Mensah François, garde-frontière,

Noutai Atindokpo, garde-frontière,

Chabi Epado, garde-frontière,

Amah Pierre, garde-frontière,

Soglo Joseph, garde-frontière,

Pethos Dominique, garde-frontière,

Komlan Dossa, garde-frontière,

Mama Dramanou, garde-frontière,

Adjololo Ayibor, garde-frontière,

Mihayè Christophe, garde-frontière,

Johnson Préjus, garde-frontière,

Hékpo Vincent, garde-frontière,

Messanvi Vincent, garde-frontière,

Fandomi Dovi, garde-frontière,

Kponton Servatius, garde-frontière,

Sokémawu Joseph, garde-frontière,

Ajavon Albert, garde-frontière,

Eclou Michel, préposé des douanes,

Klou Zacharia, garde-frontière,

Gourma Anani, garde-frontière,

Fahoubo Kabiné, garde-frontière,

Bruce Esaie, garde-frontière,

Attikpo Bénéol, garde-frontière,

Johnson Félix, préposé des douanes,

Azima Yourouk magni, garde-frontière,

Atayi Godfroy, garde-frontière,

Gnidoté Saossi, garde-frontière,

Amavi Tonssaint, garde-frontière,

Légbagan Boko, garde-frontière,

Akuesson Valentin, préposé des douanes,

Adjo Nouvor, garde-frontière,

Sossou Koussou, garde-frontière,

Francis Raphaël, garde-frontière,

Kuadou, garde-frontière,

Fanou Lokossa, garde-frontière,

Tangny Légba, garde-frontière,

Hinouho Messan, garde-frontière,

Abile Julien, garde-frontière,

Pédanou Andréas, préposé des douanes,

Komlan Sèglu, garde-frontière,

Koriko Choro, garde-frontière,

Koffi Georges, garde-frontière,

Quenum Augustin, garde-frontière,

Houndjo Antoine, garde-frontière,

Agbokou Constantin, garde-frontière,

Zobinon Gabriel, garde-frontière,

d'Almeida Alfred, préposé des douanes,

Avogan Samuel, garde-frontière,

Tangué Ganda, garde-frontière,

Agbaglo Raphaël, garde-frontière,

Toyi Sessou, garde-frontière,

Dagnokossou Pierre, garde-frontière,

Améganvi Barnabé, garde-frontière,

Arijaka Kéita, garde-frontière,

Batonon Bernard, préposé des douanes,

Zamba Bernard, garde-frontière,

Hodonou Afanou, garde-frontière,

Abiha Adanhin, garde-frontière,

Mensan Emmanuel, garde-frontière,

Agbémégna Jean, préposé des douanes,

Ayivi Jérôme, garde-frontière,

Adjallé Richard, garde-frontière,

Adjihou Auguste, garde-frontière,

Kpadénou Gabriel, garde-frontière,

Montéiro Albert, garde-frontière,

D'Oliveira Paul, préposé des douanes,

Mensah Georges, garde-frontière,

Biraimah Joseph, garde-frontière,

Adjin André, garde-frontière,

Akakpo Gérard, garde-frontière,

Amékondji Marcellin, préposé des douanes,

Diabaré Nabimé, garde-frontière,

Fumey E. Hugo, garde-frontière,

de Souza René, garde-frontière,

Romao Joseph, préposé des douanes,  
 Ezzo Tchabana, garde-frontière,  
 Tétévi Yacob, garde-frontière,  
 Sodatonou Kpadénou, garde-frontière,  
 Bocco Awidi, garde-frontière,  
 Hounyé Dossa, garde-frontière,

La dépense sera imputable au chapitre 7 — article 9 — paragraphe 1.

#### 6° — P. T. T.

Bouraima Samuel, facteur des P. T. T.  
 Adégnika François, facteur des P. T. T.  
 Le Blond Louis, facteur des P. T. T.  
 Brassier Paul, facteur des P. T. T.  
 Ezechiel D. Ekué Akpa, facteur des P. T. T.  
 Logossou Sébastien, facteur des P. T. T.  
 Amouzou Kouévi-Barthélémy, facteur des P. T. T.  
 Dovi Christophe surveillant des postes,  
 Kétévi Marc, surveillant des postes,  
 Kpodar Augustin, surveillant des postes,  
 Antoine Lassey, surveillant des postes,  
 Samuel Kuakou Aglamme, surveil. des postes,  
 Zékpa Ignace surveillant des postes,  
 Ali Lantan, surveillant des postes,  
 Kamara Bianou, surveillant des postes,  
 Ayité Ahouté agent auxiliaire des P. T. T.  
 Kpodar Augustin, agent auxiliaire des P. T. T.

La dépense sera imputable au chapitre 10 article 1 paragraphe 12.

#### 7° — Travaux publics

Dossou Jean, agent des travaux publics,  
 Kouvahé Joseph, ouvrier des travaux publics,  
 Quashie Christian, surveillant des routes,  
 Takary Looky, surveillant des routes.

La dépense sera imputable au chapitre 10 article 3 paragraphe 4.

#### 8° — Agriculture

Hounsihoué Samson Anatole, moniteur d'agriculture,  
 Kloussé Joseph, moniteur d'agriculture,  
 Tossou Michel, moniteur d'agriculture,  
 Amidou Moussa, moniteur d'agriculture,  
 Agbékponou Kodjo Jérôme, moniteur d'agriculture,  
 Gnassounou Louis, moniteur d'agriculture,  
 Napporn Théophile, moniteur d'agriculture,  
 Allaglo Thomas, moniteur d'agriculture,  
 Atchou Eho Ebenezer, moniteur d'agriculture,  
 Dogbé Gottlieb, moniteur d'agriculture,  
 Kouégan Ambroise, moniteur d'agriculture,  
 Bedou Vincent, moniteur d'agriculture,  
 Améhamé K. Barnabé, moniteur d'agriculture,  
 Lawson Samuel, moniteur d'agriculture,  
 Ahyeé Joseph, moniteur d'agriculture,  
 Batascome Akossou, moniteur d'agriculture,  
 Atohoun Célestin, moniteur d'agriculture,  
 Akakpo Léonard, moniteur d'agriculture,  
 Aila Joseph, agent auxiliaire d'agriculture,  
 Atchikiti Augustin, agent auxiliaire d'agriculture.

La dépense sera imputable au chapitre 10 article 5 paragraphe 7.

#### 9° — Santé

Lafonékou Samson, brigadier chef du service d'hyg.  
 Bossou Anatole Joseph, planton,  
 de Souza Etienne, aide-médecin,  
 Mienso Ambroise, infirmier,  
 Akuété Jean, infirmier,  
 Bandeira Simon, infirmier,

Groh Koffi, infirmier,  
 Arnold K. Adamah, infirmier,  
 Kingbo Georges, infirmier,  
 Denadou Mathias, infirmier,  
 Amégnigan Urbain, aide-médecin,  
 Aquereburu Benjamin, infirmier,  
 Adjivon Philippe, infirmier,  
 Massougboji Bernard, infirmier,  
 Amouzou Maurice, infirmier,  
 Kpodar Godfried, infirmier,  
 Gbeto Félix, infirmier,  
 Lawson T. Pierre, infirmier,  
 Kiossou Albert, garde d'hygiène,  
 Creppy Arthur, médecin auxiliaire,  
 William Abbey, infirmier-major,  
 Moutin Henri, infirmier,  
 Albert Mensah, infirmier,  
 Ekoué Akpa Foli Blaise, aide-médecin,  
 La dépense sera imputable au chapitre 13 article 5 paragraphe 5.

#### 10° — Service zootechnique

Amegée Paul, vétérinaire auxiliaire,  
 Gnassounou Pierre, infirmier vétérinaire,  
 de Souza Hilaire, infirmier vétérinaire,  
 Jean Rinkliff, infirmier vétérinaire.

La dépense sera imputable au chapitre 10 article 6 paragraphe 7.

#### 11° — Enseignement

Atayi Salomon, directeur d'école régionale,  
 Capelier, instituteur,  
 Randolph Léopold, directeur d'école régionale.

La dépense sera imputable au chapitre 13 article 8 paragraphe 7.

#### 12° — Trypanosomiase

Gagli Kodjo, médecin auxiliaire,  
 Fadikpe René, infirmier,  
 Nyavor Pius, infirmier,  
 Karo Benoît, infirmier,  
 de Souza Paul, infirmier,  
 Edjossanh Pascal Sossou, infirmier,  
 Beguenoum Kambré, infirmier,  
 Anani Emmanuel, infirmier,  
 de Souza Edmond, infirmier,  
 Domdi Martin, infirmier,  
 Boukari Alidou, microscopiste auxiliaire,  
 Kamina Louis, microscopiste auxiliaire,  
 Bao Benoît, microscopiste auxiliaire,  
 Ali Koutoum, microscopiste auxiliaire,  
 Thom Robert microscopiste auxiliaire,  
 Djobo Assoumanou, microscopiste auxiliaire,  
 Kondo Robert, microscopiste auxiliaire,  
 Gnongbo Tchoro, microscopiste auxiliaire,  
 N'tchirifou Bawa, microscopiste auxiliaire,  
 Andjao René, microscopiste auxiliaire,  
 Aessa Michel, microscopiste auxiliaire,  
 Ganin Assanté, microscopiste auxiliaire,  
 Tchazodji Faustin, microscopiste auxiliaire,  
 Loukoume Kankéliba, microscopiste auxiliaire,  
 Assi Robert, infirmier auxiliaire,  
 Amadou Maman, microscopiste auxiliaire,  
 Kpakpabia Anissa, microscopiste auxiliaire,  
 Kpatha Albert, commis auxiliaire,  
 Ayayi Cyprien, infirmier,  
 Sodji Sanvi, infirmier,  
 Tchemi Tchambi, infirmier,  
 Bilaba, infirmier,  
 Kao Hilaire, infirmier auxiliaire,

Adjété Franklin, infirmier auxiliaire,  
Mahama Langoï, infirmier auxiliaire,  
Bucknor Gabriel, infirmier auxiliaire,  
Banna Amadou, infirmier auxiliaire,  
Kondou Gado, infirmier auxiliaire,  
Assi Gabriel, infirmier auxiliaire,  
Abaya René, infirmier auxiliaire,  
Beao Achabao, infirmier auxiliaire,  
Lawson Jean Helou, infirmier auxiliaire,  
Agamah Godfory, infirmier auxiliaire,  
Ayawo Alphonse, infirmier auxiliaire,

La dépense sera imputable au chapitre 21 article 1  
paragraphe 7.

La présente décision aura effet pour compter du  
1<sup>er</sup> janvier 1943, et sera valable pour l'année 1943.

Par décision n° 673 F. du :

4 novembre 1943. — L'agent indigène John Prince  
Agbodjan est autorisé à utiliser sa bicyclette pour  
les besoins du service. A cet effet, il percevra une  
indemnité de transport de 25 francs par mois payable  
trimestriellement.

La dépense sera imputable au budget de la com-  
mune-mixte de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter du  
1<sup>er</sup> janvier 1943 et sera valable pour l'année 1943.

#### **Libération conditionnelle — Résidence obligatoire**

Par arrêté n° 576 A. P. A. du :

4 novembre 1943. — Le bénéfice de la libération  
conditionnelle est accordé au nommé Houénoudo  
Moussoubessi, détenu à la prison de Mango, âgé de  
35 ans environ, né à Amégnan (cercle d'Anécho),  
fils de Noussoubédé et de Koubanhé, condamné par  
jugement n° 18 du 14 décembre 1929 du tribunal cri-  
minel d'Anécho à vingt ans de prison, pour coups et  
blessures volontaires ayant entraîné la mort sans  
intention de la donner.

Le nommé Houénoudo Moussoubessi est astreint  
à la résidence obligatoire dans le cercle de Sokodé  
jusqu'au 14 décembre 1949, date d'expiration de sa  
peine de prison.

#### **Sociétés indigènes de prévoyance**

Par arrêté n° 587, AE. du :

7 novembre 1943. — Est approuvé et rendu exé-  
cutoire le rôle supplémentaire 1943 des cotisations  
de la Société indigène de prévoyance de Sokodé arrêté  
à la somme de Deux mille huit cent seize francs  
(2.816 frs.).

#### **Transports routiers**

Par décision n° 657 TP. du :

26 octobre 1943. — Les agents dont les noms sui-  
vent sont commissionnés à l'effet de constater les  
infractions à la réglementation sur la protection et  
l'usage des voies publiques et les transports automo-  
biles au Togo :

M.M. Horth, conducteur des travaux agricoles;

Cerveaux Lyonel, chef de gare de 3<sup>e</sup> classe  
du C. F. T.;

Dedry Vincent, chef de station de 3<sup>e</sup> classe;  
Lawson Jourdain, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> cl.;  
Bedjan Simon, facteur-enregistreur de 4<sup>e</sup> cl.;  
Barboza Pierre, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> cl.;  
Gafan François, facteur auxiliaire;

Lawson Georges, facteur auxiliaire;

Amouzou André, facteur auxiliaire;

Dossou Jean, surveillant des travaux publics.

Préalablement à toutes constatations, ces agents  
prêteront serment devant le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de  
Lomé.

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

### **AVIS ET COMMUNICATIONS**

#### **Avis d'Examen**

##### **Services financiers**

##### *Programme de mathématiques*

1. — Arithmétique — Numération des nombres en-  
tiers et décimaux. Système décimal des mesures lé-  
gales (1) Expression des longueurs, des masses, des  
capacités et des sommes d'argent par des nombres  
décimaux. Définition et règle des opérations. Appro-  
ximation — Propriétés des sommes, des différences,  
des produits, des quotients exacts — Système des me-  
sures légales à la base 100, expression des surfaces,  
à base 1.000, expression des valeurs. Les nombres  
décimaux écrits comme fractions décimales. Opéra-  
tions sur les fractions décimales. Fractions ordinaires  
— Définition — Règle des opérations sur les fractions  
ordinaires.

Conversion des fractions ordinaires en fractions  
décimales, soit exactement, soit à une approxima-  
tion décimale donnée.

Possibilité de l'opération inverse, ne pas entrer dans  
le détail des règles.

Rapports et proportion, grandeurs directement,  
inversement proportionnelles.

##### *II. — Eléments de calcul algébrique, application à des exercices pratiques*

Notions élémentaires de calcul algébrique, on ne  
parlera pas du cas général de la multiplication et de  
la division des polynômes — Résolution de l'équation  
numérique du premier degré. Son interprétation gra-  
phique par la représentation graphique de la variation  
d'un binôme  $ax + b$  à coefficients numériques (pren-  
dre comme point de départ un problème d'arithmétique,  
de géométrie ou de physique). Résolution d'un  
système de deux équations numériques du premier  
degré à deux inconnues. Pratique de l'extraction de  
la racine carrée.

(1) Les seules mesures légales et leurs seuls symboles lé-  
gaux ont été fixés par la loi du 2 avril 1919 promulguée par  
l'A. G. du 24 avril 1919.

#### **Avis de Concours**

##### *Contrôleur principal des contributions directes*

Un concours pour l'accession au grade de contrô-  
leur principal des contributions directes du cadre  
commun supérieur de l'A. O. F. aura lieu le vendredi  
3 et samedi 4 mars 1944 à Dakar et dans les chefs-  
lieux des colonies où des candidats auront été admis  
à concourir.

La liste des candidats admis à concourir est arrêtée  
par le gouverneur général sur le vu des proposi-  
tions des gouverneurs et chefs de services locaux et  
après avis du directeur des contributions directes de  
l'A. O. F.

Les dossiers des candidats au dit concours devront parvenir à la direction du personnel du Gouvernement général avant le 15 janvier 1944.

Le programme du concours est fixé par l'arrêté général du 17 septembre 1942 (J. O. A. O. F. 1942, page 813).

#### *Aides-météorologistes*

Un concours pour le recrutement de 5 aides-météorologistes stagiaires du cadre spécial d'aides-météorologistes de l'A. O. F. sera ouvert à Dakar, dans les chefs-lieux des colonies du groupe et dans tout autre centre nécessaire, les 8 et 9 mars 1944.

Pour être admis à participer à ce concours les candidats doivent remplir les conditions fixées par l'arrêté organique du 29 décembre 1937, en ses articles 4 et 5.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 15 janvier 1944, terme de rigueur. Les demandes adressées au gouverneur général de l'A. O. F. sous le timbre de la direction du personnel devront être accompagnées d'un dossier de candidature constitué suivant les prescriptions de l'arrêté du 29 décembre 1937.

### AVIS

#### *Relatif à la clôture de l'exercice 1943 du Budget Colonial en A. O. F.*

Les créanciers du budget colonial sont informés que par application du décret du 25 juin 1934 (Art. 1<sup>er</sup>) dont les dispositions ont été étendues aux colonies par le décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice courant est fixée au 31 décembre 1943.

Ils sont par suite invités à remettre à l'intendance de Cotonou avant le 5 décembre 1943, *dernier délai*, les mémoires, décomptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre du dit exercice.

Les titulaires de mandats émis au compte du budget colonial devront se présenter aux caisses du trésor avant le 31 décembre 1943.

### DOMAINES

#### *Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1271, déposée le 23 octobre 1943 le sieur Théophile Luther Adabunu profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, comme co-propriétaire, chargé de l'administration des biens indivis de feu Ernest Galley Adabunu, son père, et celui des autres co-propriétaires, ses frères et sœurs, à savoir :

1<sup>o</sup> — Anna Adabunu, revendeuse, demeurant à Palimé; 2<sup>o</sup> — Angélica Adabunu, revendeuse, demeurant à Hohoe (Gold-Coast); 3<sup>o</sup> — Augustine Masa Adabunu, revendeuse, demeurant au Congo-Belge; 4<sup>o</sup> — Rosa Kosiwoh Adabunu, revendeuse, demeurant à Lomé; 5<sup>o</sup> — Benjamin S. Adabunu, cultivateur, demeurant à Palimé; 6<sup>o</sup> — Christophe Doe R. Adabunu, acheteur de produits, demeurant à Palimé; 7<sup>o</sup> — Daniel N. Adabunu, géomètre, demeurant à Lomé; 8<sup>o</sup> — Paulina Masa Adabunu, revendeuse, de-

meurant à Sekondi (Gold-Coast); 9<sup>o</sup> — Dora Y. Adabunu, revendeuse demeurant à Lomé; 10<sup>o</sup> — Seth F. K. Adabunu, militaire, demeurant à Accra (Gold-Coast); 11<sup>o</sup> — Eben-Ezer K. Adabunu, mécanicien-chauffeur, demeurant à Lomé; 12<sup>o</sup> — Emmanuel Y. Adabunu, maître d'école demeurant à Amédzofé (Gold-Coast); 13<sup>o</sup> — Eunike V. K. Adabunu, revendeuse, demeurant à Lomé; 14<sup>o</sup> — Manasé S. Adabunu, policier, demeurant à Accra (Gold-Coast); 15<sup>o</sup> — Ernest Adabunu, venant par représentation de son père François K. Adabunu, décédé en 1941; 16<sup>o</sup> — Seth M. K. Adabunu, écolier, demeurant à Kéta (Gold-Coast); 17<sup>o</sup> — Frida K. Adabunu, vendeuse, demeurant à Lomé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier sur lequel se trouvent édifiées trois constructions en briques cuites couvertes en tôles, d'une contenance totale de 27 ares 15 centiares situé à Lomé, cercle de Lomé, borné à l'est par terrain à T. A. Anthony, au nord par la rue de la Marne, au sud par terrain à Ahadji et la nouvelle route de Bè, et à l'ouest par la rue Jean Bart.

Il déclare que ledit immeuble appartient aux héritiers de feu Ernest Galley Adabunu et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1272, déposée le 3 novembre 1943 Monseigneur Cessou Jean-Marie profession de Vicaire Apostolique de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, cercle de Lomé, agissant en qualité de président du conseil d'administration des biens de la Mission Catholique de Lomé, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 49 ares 6 centiares situé à Wogan, cercle d'Aného connu sous le nom de Mission Catholique de Wogan et borné de tous côtés par des rues.

Il déclare que ledit immeuble appartient au conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1<sup>o</sup> — que les biens ayant une affectation de Mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de Mission;

2<sup>o</sup> — que ces biens ayant une affectation de Mission ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du Gouvernement français.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,  
R. de GUISE.*

*RECTIFICATIF à l'avis d'immatriculation publié au  
J. O. Togo n° 484 du 16 octobre 1943 — page  
560, — suivant réquisition n° 1.269.*

*Au lieu de :*

Collectivité Claudius Latévi Lawson.

*Lire :*

Héritiers de feu Claudius Latévi Lawson.

### NÉCROLOGIE

Le Commissaire de la République au Togo p. i. a le regret de faire part du décès de M. Amégbo Emmanuel, homme d'équipe de 4<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, survenu à Lomé le 24 octobre 1943.